

Groupe Crédit du Nord



**Actualisation
du Document
de Référence 2014**
(rapport financier semestriel
au 30 juin 2015 inclus)

Banque
Courtois 

Banque
Kolb 

Banque
Laydernier 

Banque
Nuger 

Banque
Rhône-Alpes 

Banque
Tarneaud 

Société
Marseillaise de Crédit 

Crédit
du Nord 

SOMMAIRE

1	Responsable du Document de Référence	4
2	Responsables du Contrôle des Comptes	5
3	Gouvernement d'entreprise	6
	1. Organes d'administration et de direction au 30 juin 2015.....	6
	2. Assemblée Générale du 28 mai 2015	7
	3. Comité des risques	8
4	Structure du Groupe	9
5	Etats financiers consolidés au 30 juin 2015	11
	1. Chiffres clés au 30 juin 2015	11
	2. Rapport de gestion	13
	3. Etats financiers consolidés	26
	Bilan consolidé.....	26
	Compte de résultat consolidé.....	28
	Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	29
	Evolution des capitaux propres.....	30
	Tableau des flux de trésorerie	32
	4. Notes annexes aux états financiers consolidés.....	33
	5. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	53
6	Ratio de solvabilité Informations au titre du Pilier 3	54
7	Tables de concordance	55
	1. Table de concordance de l'actualisation	55
	2. Table de concordance du rapport financier semestriel	58

1 Responsable du Document de Référence

1. Nom du responsable :

Philippe AYMERICH, Directeur Général du Crédit du Nord.

2. Attestation du responsable du document :

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du Document de Référence 2014 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité constitué par les sections de la présente actualisation listées dans la table de concordance à la section 7 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Document de Référence 2014 et de la présente actualisation A-01.

Les informations financières historiques présentées dans le Document de Référence 2014 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 139 à 140 et 202 à 203 du Document de Référence 2014, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2012 et 2013, respectivement en pages 132 à 133 et 188 à 189 du Document de Référence 2012 et en pages 133 à 134 et 191 à 192 du Document de Référence 2013.

Le rapport des contrôleurs légaux référant aux comptes annuels 2012 et aux comptes consolidés 2013 et 2014 contiennent chacun une observation.

Le rapport des contrôleurs légaux référant aux comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015, figurant en section 5 de la présente actualisation contient une observation.

Paris, le 28 août 2015

Le Directeur Général,
Philippe AYMERICH



2 Responsables du Contrôle des Comptes

ERNST & YOUNG et Autres

Représenté par Vincent ROTY

Adresse : 1/2, place des Saisons
92 400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Date de nomination : 4 mai 2000

Date du dernier renouvellement du mandat :
11 mai 2012 pour 6 exercices

2015 : année de **rotation** du signataire des rapports

Expiration du mandat en cours :

à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Suppléant : Société PICARLE et Associés
Représenté par Marc CHARLES

DELOITTE & ASSOCIES

Représenté par José-Luis GARCIA

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle
92 200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination : 4 mai 2000

Date du dernier renouvellement du mandat :
11 mai 2012 pour 6 exercices

2015 : année de **rotation** du signataire des rapports

Expiration du mandat en cours :

à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Suppléant : Société BEAS
Représenté par Mireille BERTHELOT

3

Gouvernement d'entreprise

1. Organes d'administration et de direction au 30 juin 2015

Conseil d'Administration	Date 1 ^{re} nomination ⁽¹⁾	Echéance du mandat Assemblée Générale de mai ⁽⁴⁾
Président du Conseil d'Administration		
Bernardo SANCHEZ INCERA	28 mai 2014 (administrateur) 31 octobre 2014 (Président)	2018
Administrateurs		
Didier ALIX	7 janvier 2010	2016
Philippe AYMERICH ⁽²⁾	11 janvier 2012	2019
Sophie-Ségolène BENHAMOU	28 mai 2014	2018
Christophe BONDUELLE	6 mai 2011	2019
Séverin CABANNES	21 février 2007	2016
Thierry DIGOUTTE ⁽³⁾	26 juillet 2013	2015
Bruno FLICHY	28 avril 1997	2019
Marie-Chantal JACQUOT ⁽³⁾	4 décembre 2012	2015
Anne MARION-BOUCHACOURT	16 mai 2013	2017
Thierry MULLIEZ	6 mai 2011	2019
Annie PRIGENT ⁽³⁾	4 décembre 2012	2015
Jean-François SAMMARCELLI	1 ^{er} janvier 2010	2017
Patrick SUET	3 mai 2001	2019

⁽¹⁾ Durée d'un mandat : 4 ans. (à l'exception des administrateurs représentant les salariés dont le mandat est de 3 ans).

⁽²⁾ Directeur Général.

⁽³⁾ Administrateur salarié.

⁽⁴⁾ À l'exception des administrateurs représentant les salariés qui sont élus.

Le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois depuis le début de l'année 2015 pour étudier l'évolution du Conseil d'Administration, examiner le budget, les comptes annuels et semestriels, analyser et décider des choix importants en matière de stratégie commerciale, d'organisation et d'investissement. Le Conseil d'Administration du Crédit du Nord, réuni le 29 juillet 2015, a examiné les comptes semestriels consolidés résumés.

L'Assemblée Générale a eu lieu le 28 mai 2015.

Comité Exécutif

Philippe AYMERICH, Directeur Général,
Philippe AMESTOY, Directeur Général Délégué - Directeur du Marketing,
Pierre SOUVRAS - Directeur de la Direction Centrale des Risques,
François ORAIN, Directeur de la Direction des Entreprises,
Yves BLAVET, Directeur des Ressources,
Philippe CALMELS, Directeur des Ressources Humaines,
Clara LEVY-BAROUCHE, Directeur Financier,
Stéphane LABAT SAINT VINCENT, Secrétaire Général,
Eric l'HOTE, Directeur de la Communication, participe, ès qualité, aux réunions du Comité Exécutif.

2. Assemblée Générale du 28 mai 2015

Les actionnaires du Crédit du Nord, société anonyme au capital de 890 263 248 euros, divisé en 111 282 906 actions de huit euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Mixte le 28 mai 2015 au Siège Central à Paris 8^{ème}, 59 Boulevard Haussmann.

Tous les actionnaires étaient présents ou représentés, totalisant ainsi 111 282 906 actions. Le quorum légalement exigé tant pour une Assemblée Générale Ordinaire que pour une Assemblée Générale Extraordinaire étant réuni, l'Assemblée, régulièrement constituée, a pu se tenir.

Toutes les résolutions proposées par le Conseil d'Administration ont été adoptées.

Les comptes consolidés et individuels 2014 ont été approuvés.

Cinq administrateurs ont été renouvelés pour une durée de quatre ans : MM. Philippe AYMERICH, Christophe BONDUELLE, Bruno FLICHY, Thierry MULLIEZ et Patrick SUET.

Résolutions soumises au vote :

13 résolutions de la compétence d'une Assemblée Générale Ordinaire

- 1- Approbation des comptes consolidés,
- 2- Approbation des comptes individuels et quitus aux Administrateurs,
- 3- Affectation du résultat,
- 4- Approbation des conventions réglementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce,
- 5- Avis consultatif sur la rémunération versée en 2014 aux personnes visées à l'article L. 511-71 du Code Monétaire et Financier,
- 6 à 10- Renouvellement du mandat d'administrateurs,
- 11 à 12- Changement du représentant des cabinets de Commissaires aux Comptes titulaires,
- 15- Pouvoirs.

2 résolutions de la compétence d'une Assemblée Générale Extraordinaire

- 13- Modification des statuts sur le lieu de tenue de l'Assemblée Générale,
- 14- Modification des statuts concernant les modalités d'élections des administrateurs salariés.

3. Comité des risques

Depuis le 28 mai 2015, le Comité des Risques du Crédit du Nord comprend de nouveau trois membres, dont une femme.

Le Comité des Risques se réunit deux fois par an. Sur le premier semestre 2015, il a tenu séance le 20 mars. Quatre sujets, mis à l'ordre du jour, ont été examinés et débattus en réunion :

- 1- Exécution du plan d'audit 2015 avec focus sur missions avec réserves ou insuffisantes - suivi des préconisations,
- 2- Point sur les risques de contrepartie, opérationnels et suivi des limites,
- 3- Synthèse des rapports 97-02 et AMF,
- 4- Nomination d'un nouveau Directeur du Contrôle Permanent.

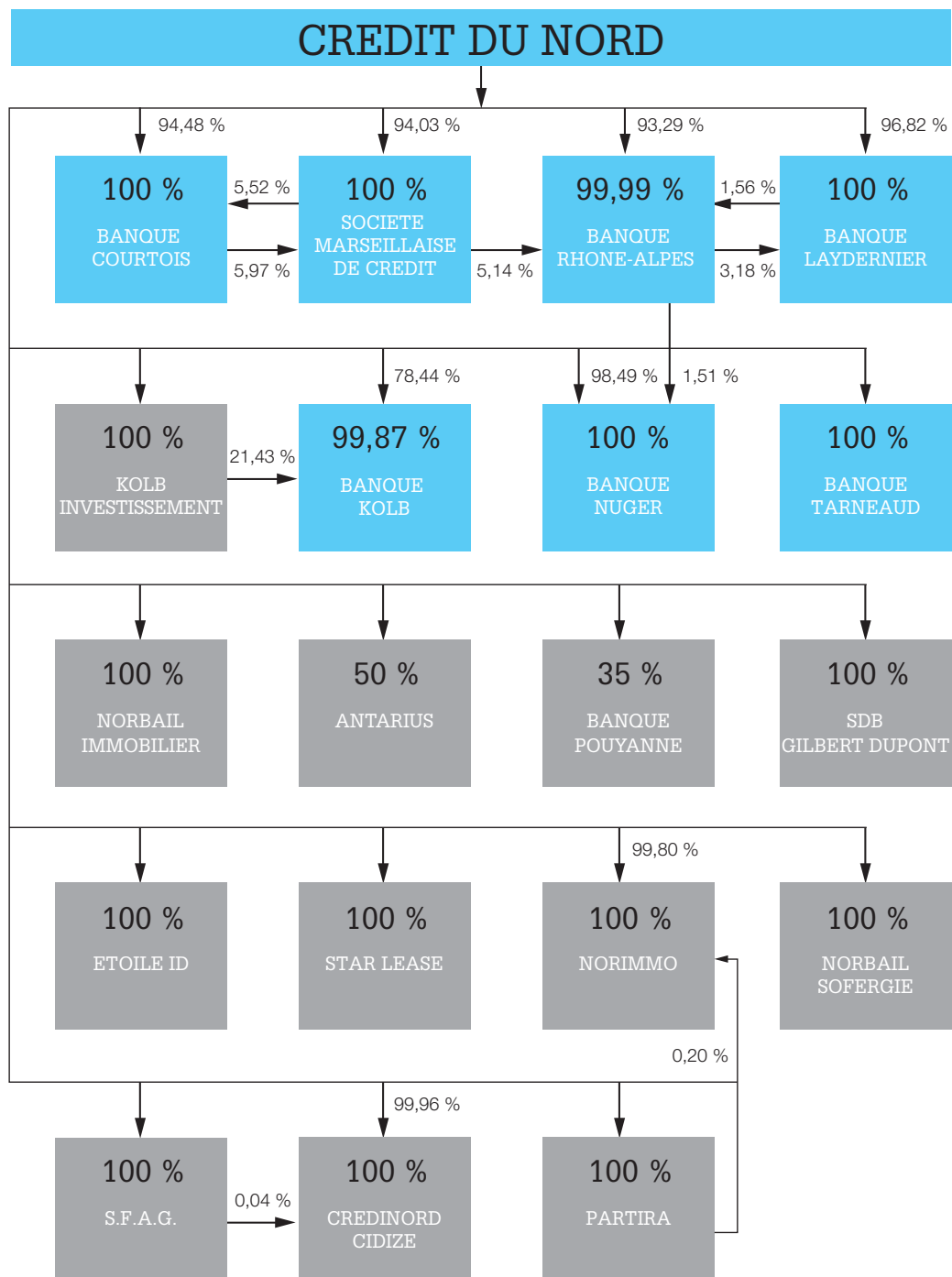
La prochaine réunion du Comité est prévue le 30 septembre 2015.

4

Structure du Groupe

Le schéma ci-dessous présente les liens entre les principales entités du Groupe Crédit du Nord.

Les participations directes y sont mentionnées ainsi que le pourcentage de contrôle du Groupe sur l'entité concernée.



5

Etats financiers consolidés au 30 juin 2015

1. Chiffres clés au 30 juin 2015

Groupe : données consolidées

Bilan

(en millions d'euros)	30/06/2015 IAS/IFRS	30/06/2014 ⁽¹⁾ IAS/IFRS	Variation % 2015/2014 IAS/IFRS
Dépôts clientèle	35 040,2	32 033,2	+9,4
Crédits clientèle	37 061,7	35 908,1	+3,2
Capitaux propres ⁽²⁾	2 666,8	2 567,5	+3,9
Encours créances douteuses (montant brut)	2 709,2	2 597,0	+4,3
Dépréciations sur créances individualisées	-1 375,0	-1 308,0	+5,1
TOTAL DU BILAN	55 545,6	53 355,7	+4,1
ACTIFS GÉRÉS (HORS BILAN)	26 855,2	26 012,0	+3,2

(1) Montants 2014 retraités suite à l'application de l'interprétation IFRIC 21.

(2) Inclut les résultats en formation

Résultats

(en millions d'euros)	30/06/2015 IAS/IFRS	30/06/2014 ⁽¹⁾ IAS/IFRS	Variation % 2015/2014 IAS/IFRS
Produit Net Bancaire	982,8	959,0	+2,5
Résultat Brut d'Exploitation	378,0	352,4	+7,3
Résultat courant avant impôt	308,6	262,7	+17,5
Bénéfice net (part du Groupe)	197,4	172,5	+14,4

(1) Montants 2014 retraités suite à l'application de l'interprétation IFRIC 21.

Ratios

(en %)	30/06/2015	30/06/2014
Coût du risque / Encours de crédits	0,43 %	0,55 %
Capitaux propres / Total du Bilan	4,80 %	4,81 %
Part des fonds propres durs ⁽¹⁾ / Encours pondérés ⁽²⁾	9,13 %	8,40 %

(1) Incluent les résultats en formation, nets des prévisions de distribution de dividendes.

(2) Tier One.

Notations

		30/06/2015	30/06/2014
Standard and Poor's	CT	A - 1	A - 1
	LT	A	A
Fitch	CT	F1	F1
	LT	A	A
	Intrinsèque ⁽¹⁾	bbb +	bbb +

(1) La notation intrinsèque est celle du Groupe Crédit du Nord considéré en tant que tel par l'agence de notation, i.e. sans prendre en compte son appartenance au Groupe Société Générale.

2. Rapport de gestion

1^{er} semestre 2015

La reprise de l'économie française se profile dans un contexte de croissance mondiale contrastée

La croissance mondiale a montré des signaux de fragilité au cours du premier semestre 2015 dans un environnement toujours désinflationniste.

Aux Etats-Unis, l'économie a été pénalisée par la hausse du dollar qui exerce une pression négative sur les activités exposées à l'international ainsi que par un hiver particulièrement rigoureux. Le PIB américain, qui s'était replié de -0,2 % au cours du premier trimestre, devrait toutefois retrouver un niveau de croissance proche de +0,5 % au second trimestre.

Les niveaux de croissance des économies émergentes restent pour leur part contrastés avec une stabilisation de la croissance en Asie, un affaiblissement au Brésil et une récession en Russie.

En Europe, l'activité de la zone euro a conservé son rythme de croissance de fin d'année dernière grâce à un contexte très porteur créé par la combinaison de la baisse des prix du pétrole, de l'euro et des taux d'intérêts européens qui se situent à des niveaux historiquement bas. Ces facteurs favorables ont soutenu la croissance un peu plus vivement qu'attendu en Espagne et en Italie, et ce malgré un léger fléchissement en Allemagne. La dynamique de croissance reste toutefois soumise à de forts aléas, comme la persistance de la crise financière en Grèce et une volatilité accrue sur les marchés financiers.

En France, l'activité a rebondi au premier semestre 2015. L'embellie est soutenue par la consommation des ménages qui a été dynamique en raison des hausses récentes de pouvoir d'achat et malgré un taux de chômage qui reste à un niveau élevé (supérieur à 10 %).

L'investissement des entreprises est resté stable mais des signaux encourageants sont perceptibles. Les conditions financières actuelles favorables, soutenues par les injections de liquidités par la Banque Centrale Européenne notamment dans le cadre du dispositif TLTRO, créent un environnement favorable pour une relance de l'investissement des entreprises.

L'évolution du PIB sur l'exercice 2015 se situerait proche de +1,6 % par rapport à son niveau de fin 2014, soit la plus forte hausse depuis 2011.

L'indice CAC 40, qui s'établit à fin juin à 4 790 points, affiche depuis le début d'année une forte progression de +12 % après un rebond de +3 % sur 2014.

Dans un contexte économique domestique porteur, le Groupe Crédit du Nord affiche une activité commerciale dynamique et de bonnes performances financières

Le Groupe Crédit du Nord affiche de solides résultats sur le 1^{er} semestre 2015. Le PNB consolidé est en croissance de +2,5 % à 982,8 M€ au 30 juin 2015. Cette progression tient notamment compte de plus-values sur titres réalisées en début d'année sur le portefeuille de liquidité (+20,5 M€). Les frais généraux sont en légère diminution de -0,3 % à -604,8 M€, en retraitant IFRIC 21 sur l'exercice 2014. Le coût du risque ressort en forte diminution à -83,3 M€, soit une baisse de -18,7 %. Le résultat d'exploitation progresse de +17,9 % à 294,7 M€. Le résultat net part du Groupe consolidé est de 197,4 M€, en hausse de +14,4 %. Le ROE ressort à 14,9 %. Le Tier One s'établit à 9,1 % au 30 Juin 2015.

Retraité des mouvements de provisions sur les encours de PEL et CEL, de la valorisation en juste valeur de ses passifs financiers et de la CVA/DVA le PNB du Groupe s'inscrit en croissance de +4,9 % et le résultat net part du Groupe ressort pour sa part en hausse de +22,5 %.

La marge sur dépôts est en hausse de +3,6 %, soutenue par un effet volume qui a permis de compenser les impacts négatifs liés à la baisse des taux de replacements de nos dépôts et par un effet taux client favorable avec notamment un taux du livret A inférieur à son niveau sur la même période en 2014 (1 % vs 1,25 % au 1^{er} semestre 2014).

La marge sur crédits est en hausse de +3,8 %. Cette augmentation résulte notamment de l'évolution significative des Indemnités de Remboursement Anticipé (IRA) sur le premier semestre 2015 (+11,6 M€ vs 1^{er} semestre 2014). Hors IRA, la marge sur crédits est pénalisée par la poursuite d'un contexte de taux bas. Toutefois, la production de crédits immobiliers atteint des niveaux historiques sur le premier semestre 2015 et la production de crédits sur le marché de la clientèle

commerciale marquent une reprise sensible, soutenue par des taux attractifs offerts dans le cadre de l'offre TLTRO.

Les commissions nettes sont en augmentation de +3,0 % en raison notamment de la progression des commissions de services (+2,3 %). Cette évolution s'explique principalement par la conquête dynamique observée depuis le second semestre 2014. Les commissions de packages, les frais de tenue de comptes et la perception de commissions bénéficiaires contribuent fortement à cette évolution.

Les commissions financières sont en augmentation de +4,3 %. Cette évolution s'explique notamment par l'appétence de la clientèle de particuliers pour les produits d'assurance vie et la poursuite du développement de l'épargne financière.

L'adaptation du dispositif commercial du Crédit du Nord porte ses fruits et contribue à la conquête soutenue

Afin de s'adapter à la demande de ses clients, des évolutions continuent à être apportées au dispositif commercial avec notamment l'optimisation du service de caisse ou la reconfiguration progressive du maillage d'agences afin de privilégier les emplacements stratégiques en terme de développement.

Le Crédit du Nord amplifie le développement de ses relais de croissance

L'Epargne Financière, dont le développement se poursuit fortement cette année (+13 % sur la collecte d'assurance vie et +42 % sur la collecte d'OPCVM) est un axe majeur de mobilisation des équipes commerciales sur la clientèle Bonne Gamme / Patrimoniale. L'activité de la Banque Privée est également très dynamique avec plus de 5 300 clients à fin juin 2015 soit une progression de +22 % sur un an.

En complément, l'activité de Change et Taux a connu un réel succès cette année (+66 % sur le PNB Change et Taux) témoignant d'un savoir-faire reconnu du Crédit du Nord dans ce domaine.

Le Crédit du Nord poursuit ses projets visant à améliorer son efficacité commerciale et la satisfaction de ses clients, avec une attention particulière portée sur le multicanal

Le Crédit du Nord poursuit l'enrichissement de son poste de travail en agence avec l'intégration de nouvelles situations de travail et de nouveaux produits et services.

Par ailleurs, afin d'améliorer l'offre de services et la satisfaction de ses clients, le Crédit du Nord a achevé sa démarche visant à équiper et former ses collaborateurs de tablettes. En déplacement chez son client ou prospect, le conseiller dispose, désormais, des outils de nomadisme lui permettant de répondre sans délai aux sollicitations qui lui sont exprimées en termes de présentation de services et de simulations. L'application dédiée a continué d'être enrichie au cours de l'année avec par exemple, une présentation institutionnelle pour faciliter la démarche de prospection.

Avec ce même objectif d'accroître la réactivité de sa force commerciale, le Groupe Crédit du Nord expérimente depuis l'année dernière une solution Webex offrant la capacité au conseiller en agence avec son client, de s'entretenir avec un spécialiste à distance et de procéder via ce dispositif à l'échange instantané de documents. Au cours du premier semestre 2015, près de 3 200 réunions se sont tenues en webex dans le réseau du Groupe Crédit du Nord.

Parmi les nouveaux services proposés aux clients, les relevés de comptes en ligne pour les clients Entreprise ont été généralisés depuis le mois de juin. Il permet aux clients de disposer de leurs relevés de compte en version dématérialisée directement depuis leur espace internet.

Le digital contribue également à la modernisation de notre promesse relationnelle avec les nouvelles fonctionnalités proposées par les applications. Le Crédit du Nord continue aussi de déployer de nouvelles approches marketing afin de mieux cibler les attentes de ses clients et de s'adapter à leurs attentes avec pertinence.

Le Groupe Crédit du Nord a généralisé une nouvelle application dédiée pour les dirigeants et leurs délégués sur le marché Entreprises qui leur permettra de visualiser les comptes de l'entreprise et de valider diverses opérations.

Le Groupe Crédit du Nord va également généraliser, dans les prochains mois, une nouvelle version de son application pour smartphone et tablettes (iPhone et Android) avec une navigation simplifiée et une nouvelle ergonomie. Les améliorations apportées à l'application permettront désormais à nos clients Particuliers de disposer de nouvelles fonctionnalités (commande de chèquiers, synthèse et détail de l'ensemble des produits d'épargne, détail des crédits et gestion du crédit renouvelable...).

L'accès à la Banque via les canaux à distance poursuit sa progression avec près de 80 000 nouveaux contrats internet ouverts en 2015. Au global, l'équipement du nombre de contrats banque en ligne (internet et mobile) augmente de manière régulière sur tous les marchés

et dépasse désormais le million de clients équipés (dont plus de 810 000 clients Particuliers). A fin juin 2015, les applications smartphone et tablette totalisaient plus de 700 000 téléchargements.

Activité commerciale

L'analyse de l'activité commerciale du réseau du Groupe Crédit du Nord couvre le périmètre des banques du Groupe, c'est à dire le Crédit du Nord et ses filiales bancaires.

Les indicateurs présentés sont relatifs à l'activité en euros, qui représente la quasi-totalité des activités du Groupe. Les encours repris comme les évolutions touchant aux fonds de commerce comparent des chiffres de fin de période.

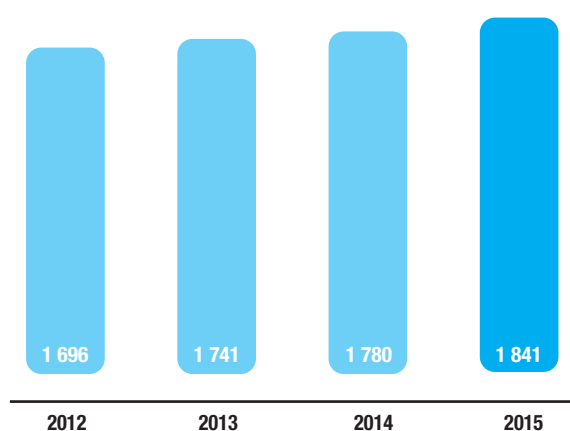
Poursuite du développement du fonds de commerce

La croissance du fonds de commerce actif de **Particuliers** s'est accélérée au 1^{er} semestre 2015, avec une conquête de plus de 80 000 clients depuis le début d'année et une croissance de +3,4 % en rythme annuel. Au 30 juin 2015, le fonds de commerce compte plus de 1,8 million de clients Particuliers actifs.

Fonds de commerce particuliers

(au 30 juin)

Nombre de clients (en milliers)



Les taux de croissance sont calculés sur la base des chiffres exacts et non sur la base des chiffres arrondis présentés dans les graphiques. Cette remarque vaut pour l'ensemble des graphiques du rapport.

La progression du fonds de commerce bénéficie des efforts de conquête des nouveaux clients particulièrement soutenus par la forte dynamique de production de crédits immobiliers.

Cette croissance s'accompagne par ailleurs d'une intensification du rythme de vente de produits auprès de la clientèle. L'équipement des clients en 6 produits et plus se maintient à un niveau élevé de près de 48 %.

Le début d'exercice 2015 est marqué par une progression soutenue de nos encours de Plan Epargne Logement, de plus de 11 % pour atteindre 2 Mds€. Sur le premier semestre 2015, près de 43 000 PEL ont été vendus. Sur la même période, plus de 37 000 livrets A ont été ouverts par nos clients ou leurs enfants, ce qui porte à plus de 548 000 le nombre de livrets A commercialisés par le Crédit du Nord. Au 30 juin 2015, les montants d'épargne de livrets A et de LDD totalisent, respectivement, 2,3 Mds€ et 1,7 Mds€.

Le premier semestre a également été marqué par une forte mobilisation de notre force de vente sur l'épargne financière. 24 000 contrats d'assurance Vie Antarius Duo et Antarius Sélection ont été vendus sur la période. Le lancement de la Gestion Initiale a donné une nouvelle dynamique à la vente de contrats. Cette option permet en effet à nos clients Bonne et Patrimoniaux, détenteurs d'un contrat d'Assurance Vie de plus de 30 K€, de bénéficier d'un pilotage de leurs avoirs.

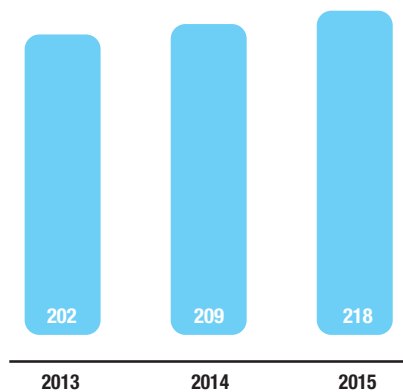
Le succès des contrats de prévoyance, d'assurance dommages et d'assurances bancaires se confirme avec près de 68 000 contrats vendus sur la période. La production de contrats de Multi Risque Habitation reste dynamique avec près de 13 000 souscriptions sur le premier semestre.

La clientèle de **Professionnels** reste un axe majeur de développement avec une conquête qui progresse à un rythme soutenu. Le nombre d'entrées en relation qualifiée croît de +6,4 % par rapport à la même période sur l'exercice précédent. La croissance du fonds de commerce qualifié s'établit à +3,6 % (hors relation privée). Ce résultat témoigne de la qualité du dispositif de proximité du Crédit du Nord avec la présence de conseillers dédiés, en charge tant de la partie commerciale que de la partie privée de la relation et par une offre adaptée.

Fonds de commerce professionnels*

(au 30 juin)

Nombre de clients (en milliers)



* Changement de référentiel en décembre 2013 sur le fonds de commerce des Professionnels.

L'équipement de la clientèle des Professionnels est soutenu par le succès de l'offre packagée Convention Alliance, détenue par 75 % des clients. Par ailleurs, plus de 47 % des clients sont en relation à la fois commerciale et privée. 41 % de nos clients professionnels sont équipés en 4 produits et plus.

Le nombre de Plans d'Epargne Interentreprises, produit d'épargne salariale dédié aux Professionnels, est en progression de +3,5 % sur un an.

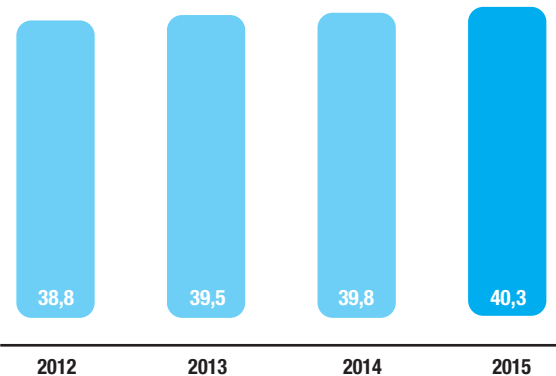
Le fonds de commerce actif des **Entreprises** est en hausse de +1,2 %. Plus d'une entrée en relation sur quatre se fait sur des sociétés de plus de 7,5 M€ de chiffre d'affaires. Le nombre de clients en relation principale est en hausse de +2,3 %.

Près de 94 % des entreprises actives sont détentrices d'un contrat Internet actif. Le nombre de connexions au site Internet dédié aux Entreprises représente 2,6 millions de connexions sur le premier semestre 2015, en progression de +0,5 %.

Fonds de commerce entreprises

(au 30 juin)

Nombre de sociétés (en milliers)



Lancement de nouveaux produits

De nouveaux produits et services ont été lancés en 2015 :

- sur le marché des Particuliers et du Patrimoine, le service de Gestion Initiale permet à nos clients détenteurs d'un contrat d'Assurance Vie de plus de 30 K€ de bénéficier d'un pilotage de leurs avoirs par Etoile Gestion, dans le respect de leurs objectifs d'investissement. En complément, le nouveau Club Norplus, qui propose à ses adhérents une offre de « cash back » sur leurs achats internet, vient renforcer l'attractivité de la convention Norplus ;
- sur les marchés des Professionnels et des Entreprises, l'offre Santé Collective permet aux employeurs de satisfaire à leur obligation de proposer une complémentaire santé à l'ensemble de leurs salariés à compter du 1^{er} janvier 2016.

Baromètre de satisfaction

Les performances du Groupe sont également mesurées par des baromètres externes. En 2015, le baromètre concurrentiel réalisé par l'institut CSA⁽¹⁾ positionne le Crédit du Nord parmi les leaders en termes de satisfaction : il reprend sa première place sur le marché des Particuliers. Le principal avantage relevé par les clients est la qualité du relationnel des agences et des conseillers. Cet avantage différenciant est aussi constaté sur le marché des Professionnels et sur le marché des Entreprises.

(1) Baromètres concurrentiels de mesure de la satisfaction client réalisés par l'institut CSA auprès d'un échantillon représentatif de plus de 10 500 clients Particuliers, Professionnels et Entreprises des onze principales banques françaises.

Les encours d'épargne bilantielle demeurent toujours en très forte progression

Les encours d'épargne bilantielle ont progressé sur un an de +8,2 %, très fortement tirés à la hausse par les dépôts à vue.

La collecte de dépôts à vue continue à enregistrer des hausses historiques. Sur le premier semestre 2015, plus de 1 Md€ de dépôts à vue ont été collectés. Sur un an, les encours de dépôts à vue ont progressé de +11,2 % sur le marché des Particuliers. Sur les marchés Professionnels et Entreprises, ils s'inscrivent également en forte croissance, à +17,2 %. Au global, 2,2 Mds€ de dépôts à vue ont été collectés sur 1 an. Ils bénéficient de la décollecte des OPCVM monétaires, toujours peu attractifs compte tenu du niveau particulièrement bas des taux d'intérêt et des excédents de trésorerie de notre clientèle.

Les encours de CERS affichent une baisse modérée de -0,8 %. Les avoirs sur livrets subissent globalement des arbitrages au profit des supports d'assurance vie qui drainent l'épargne des ménages.

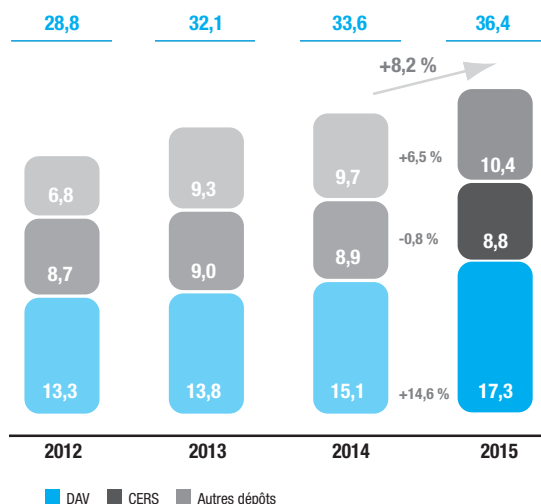
Les encours de Livret A et de LDD sont en retrait par rapport à juin 2014 avec un léger mouvement de décollecte constaté depuis la baisse du taux du livret A au 1^{er} août 2014. La collecte d'Epargne Logement reste dynamique, avec un encours en progression de +8,6 %.

S'agissant des clientèles commerciales, le compte sur livret dédié aux Institutionnels et le compte à terme renouvelable affichent une progression soutenue, proche de +14 % sur un an, conduisant le volume d'épargne sur les CSL institutionnels et les CAT à 6,5 Mds€ à fin juin 2015.

Encours de dépôts bilantiels

(au 30 juin)

(en Md€)



En épargne hors bilan, une progression des encours d'assurance vie qui s'accélère

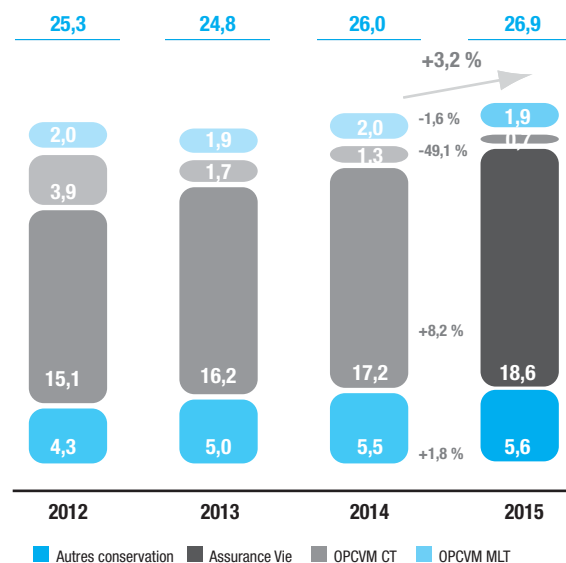
Le premier semestre 2015 est marqué par une hausse très importante des encours d'assurance vie, de +8,2 % sur un an à 18,6 Mds€. La collecte brute d'assurance vie atteint 1,4 Mds€ en progression de +12,8 % par rapport à juin 2014. La collecte nette s'élève à 665 M€, en hausse de +32,7 %. La part d'unité de compte dans la production s'établit à 21,8 % au 1^{er} semestre 2015.

Les encours d'OPCVM à moyen et long terme s'élèvent à 1,9 Mds€, en baisse de -1,6 % sur juin 2014 mais en hausse de +3,1 % sur la référence du 31 décembre 2014. L'encours d'OPCVM court terme est pour sa part en fort repli de -49 % sur un an, toutes clientèles confondues. Les rendements des SICAV de trésorerie sont en effet fortement impactés par la faiblesse des taux monétaires.

Encours d'épargne hors bilan

(au 30 juin)

(en Md€)



Au total, l'encours d'épargne gérée (bilan et hors bilan) progresse de +6 %.

Un premier semestre exceptionnel sur le crédit immobilier

Le premier semestre 2015 a été marqué par un niveau record des productions de crédits immobiliers. Elles s'affichent en hausse de plus de 50 % par rapport au 1^{er} semestre 2014 avec une production décaissée sur le premier semestre 2015 qui s'établit à 2,6 Mds€. Le phénomène de remboursements anticipés, bien que toujours très significatif, est plus que compensé par les volumes de rachats de crédits à la concurrence.

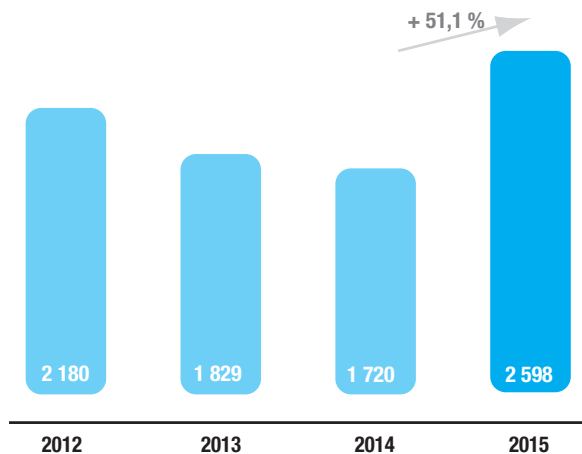
L'encours de crédits immobiliers progresse de +3,7 % sur un an et s'établit à 19,2 Mds€.

Le Crédit du Nord continue de mener une politique sélective en matière de risque en fixant des seuils d'apport personnel, des taux d'endettement raisonnables et en ne commercialisant que des productions à taux fixe ou à taux variable capé sur des durées inférieures à 25 ans (avec en très grande majorité des durées de moins de 20 ans).

Production de crédits à l'habitat

(au 30 juin)

(en millions d'euros)



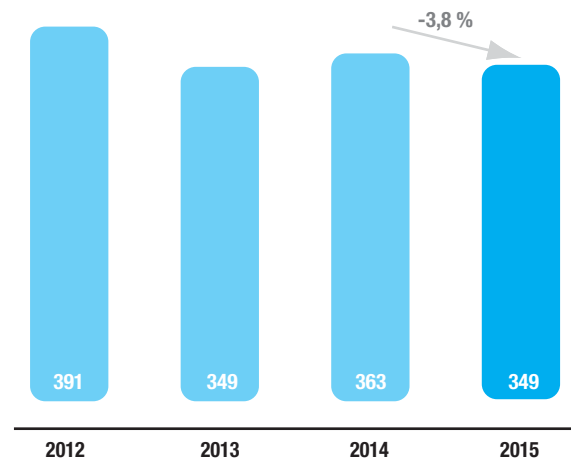
Un début d'année plus ralenti sur le prêt à la consommation aux particuliers

La production et l'encours de prêts personnels marquent une baisse par rapport au premier semestre 2014, respectivement de -3,8 % et -4,2 % au 30 juin 2015.

Production de prêts personnels

(au 30 juin)

(en millions d'euros)

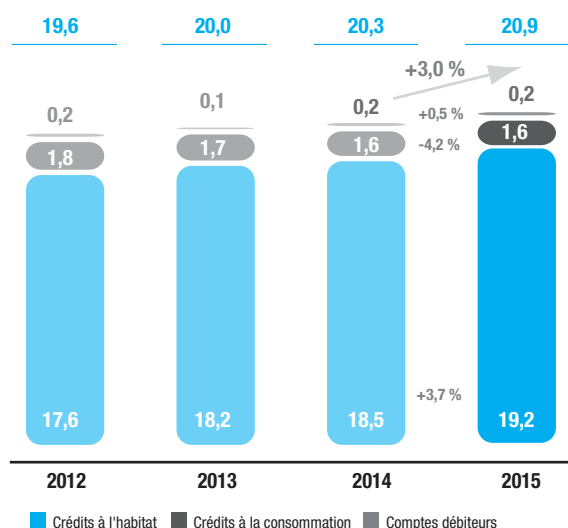


Au global, l'encours global de crédits aux Particuliers s'élève à 20,9 Mds€, en progression de +3 %.

Encours de crédits aux particuliers

(au 30 juin)

(en Mds€)



Le Crédit du Nord contribue au financement de l'économie

Le Crédit du Nord participe activement au financement de l'économie et au développement des PME.

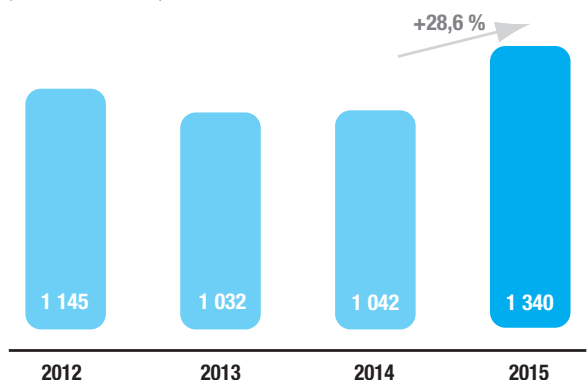
Dans un environnement de rebond en France sur l'activité de crédit, le Crédit du Nord enregistre également une performance sur les crédits de financement aux PME avec plus de 1,6 Mds€ décaissés au premier semestre, sous forme de crédits d'équipement ou de crédit bail, en progression de +19 % par rapport au premier semestre 2014.

La seule production de crédits d'équipement est en progression de +28,6 %, avec une contribution marquée du marché Entreprises. Sur ce dernier, la production atteint 0,8 Mds€. L'offre TLTRO qui permet de proposer des taux attractifs à notre clientèle a pleinement contribué à cette dynamique.

Production de crédits d'équipement

(au 30 juin)

(en millions d'euros)

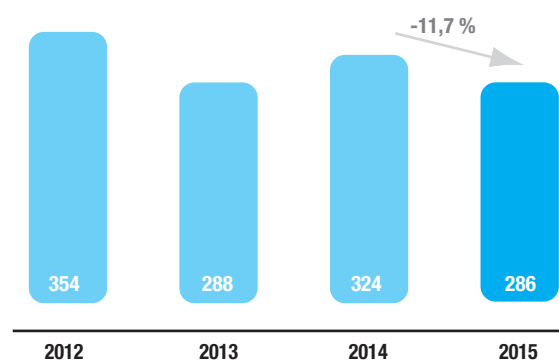


La production de crédit bail est beaucoup plus ralentie, en baisse de -11,7 % par rapport à juin 2014 du fait d'une forte pression concurrentielle sur les prix et de difficultés de certains secteurs d'activité très contributeurs à la production de crédit bail.

Production de crédit-bail mobilier

(au 30 juin)

(en millions d'euros)

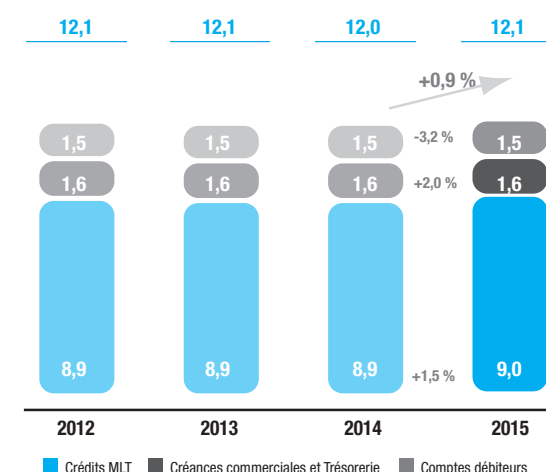


Les concours aux Entreprises s'élèvent à 12,1 Mds€, en progression de +0,9 % sur un an.

Encours de crédits aux Entreprises

(au 30 juin)

(en Mds€)



Evolutions financières

Les données présentées ci-après sont directement issues des chiffres comptables portant sur la totalité du périmètre de consolidation.

Afin de fournir une approche économique de la performance financière, les commentaires qui suivent sont retraités des effets de l'application des normes IFRS relatifs aux engagements futurs attachés aux produits d'épargne logement (-1,2 M€ en 2014, -18,6 M€ en 2015 avant impôt), à la valorisation en juste valeur des passifs financiers (-7,2 M€ en 2014, +6,4 M€ en 2015 avant impôt), de l'application des normes comptables IFRS 2 – Share-based payment (-0,4 M€ en 2014 avant impôt) et IFRS 13 – Fair Value Measurements - portant sur la valorisation des produits dérivés - dite Credit Value Adjustment (CVA) ou Debit Value Adjustment (DVA) (+3,5 M€ en 2014, -15,7 M€ en 2015 avant impôt). Depuis le 1^{er} janvier 2015, l'interprétation IFRIC 21 est appliquée dans les comptes consolidés du Groupe (prise en compte sur le premier semestre de la totalité de certaines taxes : C3S, Taxe foncière, Fonds de Résolution Unique...). Les états financiers publiés en 2014 ont donc été retraités en proforma.

(en millions d'euros) (y compris variation de la provision PEL/CEL)	30/06/2015	30/06/2014	Variation % 2015/2014
Intérêts nets et revenus divers	578,6	566,5	+2,1
Commissions nettes	404,2	392,5	+3,0
PNB	982,8	959,0	+2,5

Le PNB comptable consolidé du Groupe Crédit du Nord est en hausse de +2,5 %. Après retraitement des éléments énoncés ci-dessus, le PNB s'établit en hausse de +4,9 %. Il intègre des plus-values réalisées au cours du premier semestre sur des opérations sur les titres du portefeuille de liquidité (+20,5 M€).

La marge commerciale s'inscrit en hausse de +3,7 %, soit +19,4 M€.

La marge sur dépôts est en progression de +3,6 %, soit +12,3 M€. L'augmentation très soutenue des volumes des dépôts à vue et des dépôts à terme (respectivement +1,1 Md€ et +1,0 Md€ par rapport à fin décembre 2014), conjuguée à la baisse du taux du Livret A à 1 %, ont permis de compenser l'effet négatif lié à la baisse des taux de remplacement de ces encours.

La marge sur crédits s'inscrit en hausse de +3,8 % soit +7,1 M€, en raison de l'augmentation sensible des Indemnités de Remboursement Anticipé (IRA) dans un contexte fortement concurrentiel.

Hors IRA, la marge sur crédits est en baisse malgré les niveaux de production historiques de crédits immobiliers et une production de crédits d'équipement également très soutenue à la clientèle commerciale.

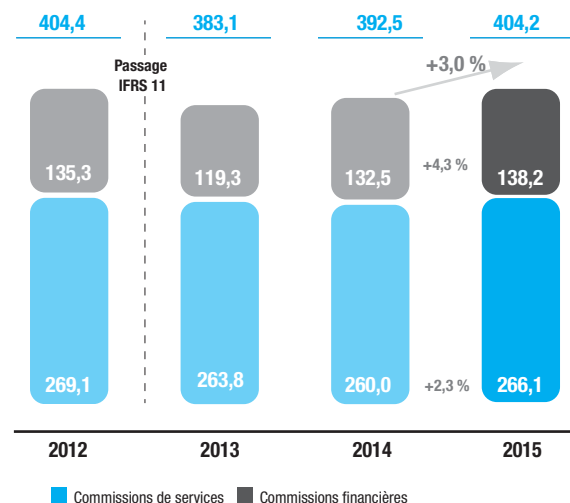
Après retraitement des éléments présentés en introduction, les intérêts nets et revenus divers sont en hausse de +6,2 %.

Les commissions nettes consolidées sont en augmentation de +3,0 %. Les commissions de services s'inscrivent en hausse de +2,3 %. Cette évolution résulte principalement de la progression des fonds de commerce mais également de la facturation des frais de tenue de compte étendue à l'ensemble du Groupe à compter de 1^{er} avril 2015. Les commissions financières progressent également de +4,3 %, du fait du dynamisme de l'épargne financière.

Commissions nettes

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros)



Les frais généraux

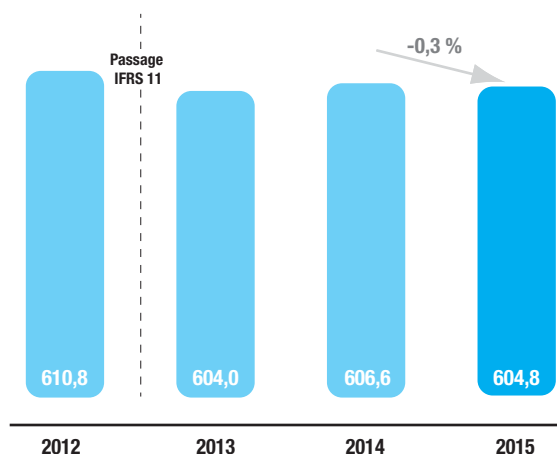
(en millions d'euros)	30/06/2015	30/06/2014	Variation % 2015/2014
Charges de personnel	-356,7	-358,0	-0,4
Impôts et taxes	-28,2	-22,5	+25,3
Autres charges de fonctionnement	-186,2	-188,6	-1,3
Amortissements	-33,7	-37,5	-10,1
TOTAL FRAIS GENERAUX	-604,8	-606,6	-0,3

Après retraitement de l'interprétation IFRIC 21 sur l'exercice 2014, les frais généraux sont en très léger recul (-0,3 %) au cours du 1^{er} semestre 2015. Les charges de personnel sont en légère baisse (-0,4 %), les effets du transfert des équipes DOB à la SG-GTPS sont compensés par un effet de base 2014 qui enregistrait une reprise de provision IFRS 2 liée à la décote du Plan d'Epargne Entreprise pour 3,4 M€. Les impôts et taxes sont en augmentation de +25,3 % principalement liée à la comptabilisation de la contribution au Fonds de Résolution Unique. Les autres charges de fonctionnement sont en légère baisse de -1,3 % principalement en raison de retard dans le démarrage de projets. Les amortissements sont, quant à eux, en forte baisse de -10,1 %.

Charges d'exploitation

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros)



A fin juin 2015, le Groupe compte 7 820 collaborateurs en activité. A périmètre équivalent (transfert des équipes DOB à SG-GTPS), les effectifs s'inscrivent en légère baisse de -0,3 %.

	30/06/2015	30/06/2014	Variation % 2015/2014
Effectif en activité proraté Groupe ⁽¹⁾	7 820	7 847	-0,3

(1) Périmètre équivalent (-101,5 EBP suite au transfert des équipes DOB à SG-GTPS intervenue en juillet 2014).

Le résultat brut d'exploitation

(en millions d'euros)	30/06/2015	30/06/2014	Variation % 2015/2014
PNB	982,8	959,0	+2,5
Frais généraux	-604,8	-606,6	-0,3
RBE	378,0	352,4	+7,3

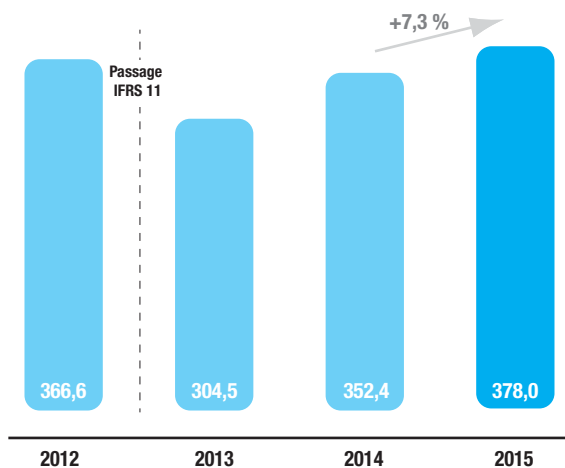
Le RBE comptable s'établit à 378,0 M€ et ressort en hausse de +7,3 % par rapport à 2014. Retraité des provisions PEL et CEL, de la valorisation en juste valeur des passifs financiers ainsi que l'application de la norme comptable IFRS13 – *Fair Value Measurements* – portant sur la valorisation des produits dérivés, le RBE est en hausse de +13,5 %.

Le coefficient d'exploitation comptable s'établit à 61,5 %. Retraité des éléments précités, il s'élève à 59,8 % contre 62,9 % en 2014, soit une baisse de 3,1 points.

Résultat brut d'exploitation

(au 30 juin)

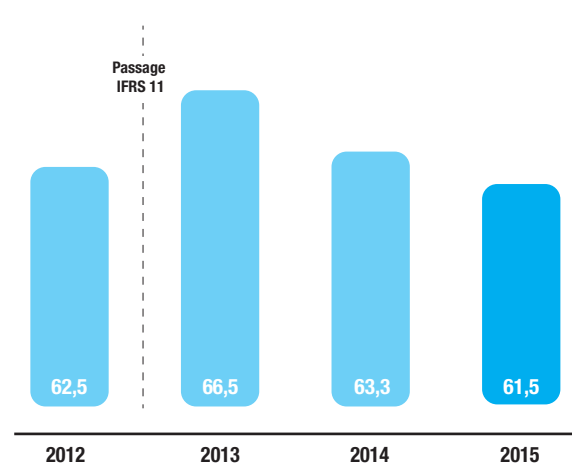
Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros)



Coefficient d'exploitation

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en %)



Le coût du risque

	30/06/2015	30/06/2014	Variation % 2015/2014
Coût du risque	-83,3	-102,5	-18,7
Encours de crédits bruts	38 545,3	37 341,5	3,2
Coût du risque sur encours	0,43 %	0,55 %	-0,12 pt

Le coût du risque⁽¹⁾ consolidé du Groupe Crédit du Nord s'élève à -83,3 M€ au 30 juin 2015 contre -102,5 M€ au 1^{er} semestre 2014. Rapporté au total des crédits consentis par le Groupe, le niveau de dotation se situe à hauteur de 0,43 % soit un recul de 12 points de base par rapport à la même période sur 2014.

Le Groupe affiche ainsi un coût net du risque en baisse ce semestre qui traduit une bonne maîtrise de ses risques dans un contexte économique pourtant toujours délicat.

Sur le marché de l'entreprise, la charge de risques au premier semestre 2015 est en diminution sensible par rapport au premier semestre 2014 qui avait été impacté par deux dossiers significatifs. Le premier semestre 2015

s'inscrit dans l'amélioration du coût du risque engagée depuis le deuxième semestre 2014.

Sur les marchés du particulier et du professionnel la charge de risques du semestre affiche une stabilité par rapport à la même période de 2014.

Le taux de provisionnement des encours douteux et contentieux, net des sûretés reçues s'établit ainsi à 75,7 % dans la lignée du taux observé à fin 2014 (76,0 %).

En matière de provisionnement collectif, la provision assise sur les dossiers « sains sous surveillance » des marchés entreprise et professionnel a continué à décroître au premier semestre en raison d'une baisse d'assiette, déjà amorcée fin 2014.

(en millions d'euros)	30/06/2015	30/06/2014	Variation % 2015/2014
Créances douteuses et contentieuses (montant brut)	2 709,2	2 597,0	+4,3
Dépréciations sur créances individualisées	-1 375,0	-1 308,0	+5,1
Taux d'encours douteux et contentieux bruts sur encours totaux bruts	7,00 %	7,00 %	0,07 pt
Taux d'encours douteux et contentieux nets sur encours totaux nets	3,60 %	3,60 %	0,01 pt
Taux de provisionnement des encours douteux et contentieux net des sûretés reçues sur encours douteux	75,7 %	71,60 %	4,04 pt

(1) Le coût du risque représente la charge nette de provisionnement sur l'activité bancaire (dotations diminuées des reprises aux comptes de provisions), ainsi que des pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions, minorées des récupérations sur créances amorties.

Le résultat courant avant IS

(en millions d'euros)	30/06/2015	30/06/2014	Variation % 2015/2014
RBE	378,0	352,4	+7,3
Coût du risque	-83,3	-102,5	-18,7
RESULTAT D'EXPLOITATION	294,7	249,9	+17,9
Résultat en équivalence	13,7	13,0	+5,4
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0,2	-0,2	ns
RESULTAT COURANT AVANT IS	308,6	262,7	+17,5

Le résultat courant avant IS est en hausse de +17,5 % à 308,6 M€.

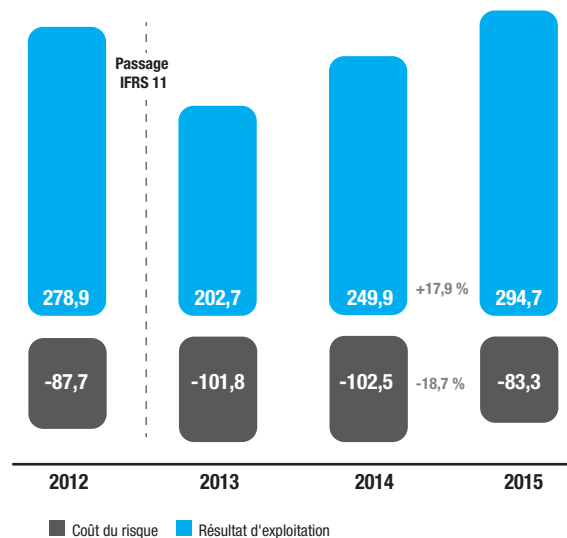
Le résultat d'exploitation

Après comptabilisation du coût du risque, le résultat d'exploitation du Groupe Crédit du Nord s'élève à 294,7 M€ en 2015, en hausse de +17,9 % par rapport à 2014. Retraité des provisions PEL et CEL, de la valorisation en juste valeur des passifs financiers et de l'application de la norme comptable IFRS13 – *Fair Value Measurements* – portant sur la valorisation des produits dérivés le résultat d'exploitation ressort en hausse de +26,5 %.

Résultat d'exploitation

(au 30 juin)

Périmètre Groupe (en millions d'euros)



Le résultat net

(en millions d'euros)	30/06/2015	30/06/2014	Variation % 2015/2014
RESULTAT COURANT AVANT IS	308,6	262,7	+17,5
Impôt sur les sociétés	-111,2	-88,6	+25,6
Participations ne donnant pas le contrôle	0,0	1,6	ns
RESULTAT NET PART DU GROUPE	197,4	172,5	+14,4

Au 30 Juin 2015, le résultat net part du Groupe s'affiche à 197,4 M€, en hausse de +14,4 % par rapport à 2014.

Le résultat net part du Groupe retraité des éléments précités ressort en hausse de +22,5 %.

Perspectives d'avenir

Dans un environnement difficile et incertain, le Groupe Crédit du Nord poursuit son effort de développement commercial avec une conquête très tonique sur chacun de ses fonds de commerce de Particuliers, de Professionnels et d'Entreprises.

Après retraitements des éléments susmentionnés, le PNB du Groupe affiche une hausse de +4,9 % au cours du 1^{er} semestre 2015. Les frais généraux retraités reculent de -0,2 %. La charge du risque est en baisse de -18,7 %. Au total, le résultat net consolidé retraité affiche une augmentation de +22,5 %.

Les revenus du premier semestre 2015 ont bénéficié de la forte collecte des dépôts (+2,2 Mds€ par rapport à décembre 2014) et par un effet prix favorable.

La marge sur crédits est en diminution, hors impact IRA, dans un contexte de taux baissier et incertain malgré un niveau de production historique de crédits immobiliers et la bonne tenue des crédits aux entreprises dans le cadre de l'offre TLTRO.

Enfin, compte tenu de la conquête commerciale soutenue constatée depuis 2014, les commissions nettes sont en forte progression grâce à la bonne tenue des commissions de services (packages et frais de tenue de comptes) et des commissions financières avec l'intérêt de la clientèle de particuliers pour les produits d'assurance vie.

Dans un contexte économique toujours aussi incertain et volatile illustré notamment par la remontée soudaine des taux de l'OAT français, la reprise de croissance en zone euro est attendue sur l'exercice 2015 mais celle-ci pourrait être pénalisée par l'instabilité financière grecque.

La France, avec une consommation des ménages soutenue portée par la baisse des prix du pétrole et une relance attendue de l'investissement des entreprises, devrait offrir un environnement porteur et un retour de la croissance.

Dans ce cadre, le Crédit du Nord continuera de s'appuyer sur ses principaux relais de croissance au travers de la distribution de produits d'assurance et de prévoyance, de l'épargne financière et l'activité de Banque Privée.

Le Groupe pourra s'appuyer sur ses efforts qui lui ont permis de retrouver la première place du baromètre Satisfaction sur le marché des particuliers de répondre aux attentes de ses clients.

A travers son identité régionale forte, le Crédit du Nord poursuivra ses investissements pour offrir une gamme riche et innovante de services associée aux médias digitaux. Par ses actions et la dynamique ainsi engagée, le Groupe Crédit du Nord sera à l'écoute des besoins de ses clients en utilisant la communication « traditionnelle » et les réseaux sociaux et mettra à leur disposition son expertise.

3. Etats financiers consolidés

Bilan consolidé

Actif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2015	31/12/2014
Caisse et banques centrales		3 254,2	370,8
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3	192,1	171,3
Instruments dérivés de couverture		1 478,4	1 862,8
Actifs financiers disponibles à la vente	4	7 632,3	9 472,4
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5	4 364,8	5 549,3
Prêts et créances sur la clientèle	6	34 537,2	33 524,6
Opérations de location-financement et assimilées		2 087,7	2 096,0
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux ⁽²⁾		436,8	532,3
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		0,6	1,1
Actifs d'impôts ⁽¹⁾		42,0	91,7
Autres actifs		206,8	198,1
Actifs non courants destinés à être cédés		0,5	1,0
Participations dans les entreprises mises en équivalence		265,0	250,8
Immobilisations corporelles et incorporelles		539,2	543,0
Ecarts d'acquisition	7	508,0	508,0
TOTAL		55 545,6	55 173,2

(1) Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2014, suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRIC 21 qui s'applique de façon rétrospective. Le montant des « Actifs d'impôts » s'élève à 91,7 millions d'euros contre 93,3 millions d'euros au 31 décembre 2014.

(2) Les états financiers au 31 décembre 2014 ont fait l'objet d'une correction de -23,2 millions d'euros sur l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux afin de prendre en compte les effets de la correction d'une anomalie dans le traitement comptable d'opérations de macro-couverture ayant affecté les exercices antérieurs.

Passif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2015	31/12/2014
Banques centrales		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3	2 997,2	2 984,4
Instruments dérivés de couverture		633,4	755,0
Dettes envers les établissements de crédit	8	3 506,9	2 749,2
Dettes envers la clientèle	9	33 802,4	31 562,7
Dettes représentées par un titre	10	8 559,5	10 452,3
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		1 237,8	1 664,1
Passifs d'impôts		372,5	463,5
Autres passifs ^{(1) (2)}		863,6	941,7
Provisions techniques des entreprises d'assurance		-	-
Provisions	11	216,9	201,2
Dettes subordonnées		688,7	691,0
TOTAL DETTES		52 878,9	52 465,1
Capital souscrit et réserves liées		1 063,4	1 062,0
Réserves consolidées ^{(1) (2)}		1 344,7	1 242,7
Résultat de l'exercice ⁽¹⁾		197,4	339,9
Sous-total		2 605,5	2 644,6
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres		61,1	63,4
Sous-total capitaux propres part du Groupe		2 666,6	2 708,0
Participations ne donnant pas le contrôle		0,1	0,1
TOTAL CAPITAUX PROPRES		2 666,7	2 708,1
TOTAL		55 545,6	55 173,2

(1) Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2014, suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRIC 21 qui s'applique de façon rétrospective.

(2) Les états financiers au 31 décembre 2014 ont fait l'objet d'une correction de -15,2 millions d'euros sur les réserves consolidées et -8,0 millions d'euros sur les autres passifs afin de prendre en compte les effets de la correction d'une anomalie dans le traitement comptable d'opérations de macro-couverture ayant affecté les exercices antérieurs.

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre 2015	2014 ⁽¹⁾	1 ^{er} semestre 2014 ⁽¹⁾
Intérêts et produits assimilés	12	858,7	1 674,2	872,6
Intérêts et charges assimilées	12	-295,3	-529,8	-304,4
Dividendes sur titres à revenu variable		1,6	4,3	2,9
Commissions (produits)	13	443,0	867,6	432,3
Commissions (charges)	13	-38,8	-83,3	-39,8
Résultat net des opérations financières		14,7	-12,6	-6,2
<i>Dont gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	14	-6,8	-17,2	-9,6
<i>Dont gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	15	21,5	4,6	3,4
Produits des autres activités		8,3	26,4	10,5
Charges des autres activités		-9,4	-22,6	-8,9
Produit net bancaire		982,8	1 924,2	959,0
Frais de personnel	16	-356,7	-712,5	-358,0
Autres frais administratifs ⁽¹⁾⁽²⁾		-214,4	-439,5	-211,1
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-33,7	-77,6	-37,5
Total frais généraux⁽¹⁾		-604,8	-1 229,6	-606,6
Résultat brut d'exploitation⁽¹⁾		378,0	694,6	352,4
Coût du risque	17	-83,3	-183,2	-102,5
Résultat d'exploitation⁽¹⁾		294,7	511,4	249,9
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		13,7	25,4	13,0
Gains ou pertes nets sur autres actifs		0,2	-2,1	-0,2
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition		-	-	-
Résultat avant impôt⁽¹⁾		308,6	534,7	262,7
Impôts sur les bénéfices ⁽¹⁾	18	-111,2	-192,8	-88,6
Résultat net de l'ensemble consolidé⁽¹⁾		197,4	341,9	174,1
Participations ne donnant pas le contrôle		-	2,0	1,6
RESULTAT NET PART DU GROUPE⁽¹⁾		197,4	339,9	172,5
Résultat par action ordinaire (en euros)⁽¹⁾		1,77	3,05	1,55
Résultat dilué par action ordinaire (en euros)⁽¹⁾		1,77	3,05	1,55
Nombre d'actions composant le capital		111 282 906	111 282 906	111 282 906

(1) Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2014, suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRIC 21 qui s'applique de façon rétrospective :

- le montant des « Autres frais administratifs » s'élève à 439,5 millions d'euros contre 439,0 millions d'euros en 2014 et 211,1 millions d'euros contre 206,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 ;
- le montant des « Impôts sur les bénéfices » s'élève à 192,8 millions d'euros contre 193,0 millions d'euros en 2014 et 88,6 millions d'euros contre 90,0 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014.

L'impact sur le « Résultat avant impôt » est de -0,5 million d'euros en 2014 et de -4,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014.

L'impact sur le « Résultat net part du Groupe » est de -0,3 million d'euros en 2014 et de -2,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014.

(2) Dont -5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2015 au titre de la contribution 2015 au Fonds de Résolution Unique (FRU).

Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2015	2014 ⁽¹⁾	1 ^{er} semestre 2014 ⁽¹⁾
Résultat net ⁽¹⁾	197,4	341,9	174,1
Ecart de conversion	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	-4,7	54,2	26,9
<i>Ecarts de réévaluation de la période</i>	-78,6	201,1	112,8
<i>Reclassement en résultat</i>	73,9	-146,9	-85,9
Instruments dérivés de couverture	-	-	-0,1
<i>Ecarts de réévaluation de la période</i>	-	-	-0,1
<i>Reclassement en résultat</i>	-	-	-
Quote-part de gains et pertes sur entités mises en équivalence comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	1,0	4,0	4,6
Impôts sur éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat	1,4	-18,8	-10,6
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	-2,3	39,4	20,8
Ecarts actuariels sur avantages post-emploi	10,0	-10,3	-3,1
Quote-part de gains et pertes sur entités mises en équivalence comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés en résultat	-	-	-
Impôts sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	-3,5	3,5	1,0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	6,5	-6,8	-2,1
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	4,2	32,6	18,7
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	201,6	374,5	192,8
<i>Dont part du Groupe</i>	201,6	372,5	191,3
<i>Dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	-	2,0	1,5

(1) Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2014, suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRIC 21 qui s'applique de façon rétrospective.

Evolution des capitaux propres

	Capital et réserves liées			Total
	Capital souscrit	Instruments de capitaux propres et réserves liées	Elimination des titres autodétenus	
<i>(en millions d'euros)</i>				
CAPITAUX PROPRES AU 1^{ER} JANVIER 2014	890,3	170,8	-	1 061,1
Augmentation de capital	-	-	-	-
Elimination des titres autodétenus	-	-	-	-
Emissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	-	-1,5	-	-1,5
Distribution S1 2014	-	-	-	-
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	-1,5	-	-1,5
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ⁽¹⁾	-	-	-	-
Autres variations	-	0,1	-	0,1
Effet de l'application d'IFRIC 21 ⁽³⁾	-	-	-	-
Résultat S1 2014	-	-	-	-
Sous-total	-	0,1	-	0,1
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2014	890,3	169,4	-	1 059,7
Augmentation de capital	-	-	-	-
Elimination des titres autodétenus	-	-	-	-
Emissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	-	2,3	-	2,3
Distribution S2 2014	-	-	-	-
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	2,3	-	2,3
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ⁽¹⁾	-	-	-	-
Autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-
Effet de l'application d'IFRIC 21 ⁽³⁾	-	-	-	-
Résultat S2 2014	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2014	890,3	171,7	-	1 062,0
Affectation du résultat	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 1^{ER} JANVIER 2015	890,3	171,7	-	1 062,0
Augmentation de capital	-	-	-	-
Elimination des titres autodétenus	-	-	-	-
Emissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	-	1,7	-	1,7
Distribution S1 2015	-	-	-	-
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	1,7	-	1,7
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ⁽¹⁾	-	-	-	-
Autres variations	-	-0,3	-	-0,3
Résultat S1 2015	-	-	-	-
Sous-total	-	-0,3	-	-0,3
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2015	890,3	173,1	-	1 063,4

(1) Les écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies, nets d'impôts, sont transférés directement en Réserves Consolidées en fin d'exercice.

(2) Les capitaux propres au 31 décembre 2014 ont fait l'objet d'une correction de -15,2 millions d'euros afin de prendre en compte les effets de la correction d'une anomalie dans le traitement comptable d'opérations de macro-couverture ayant affecté les exercices antérieurs.

(3) Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2014, suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRIC 21 qui s'applique de façon rétrospective.

Au 30 juin 2015, le capital social de Crédit du Nord SA entièrement libéré s'élève à 890 263 248 euros et se compose de 111 282 906 actions de 8 euros de nominal.

Réserves consolidées	Résultat de l'exercice part du Groupe	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)			Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle			Total capitaux propres consolidés
		Qui seront reclassés ultérieurement en résultat		Total		Capital et réserves	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Total	
		Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture						
1 677,9	-	23,9	0,1	24,0	2 763,0	24,6	-1,1	23,5	2 786,5
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-1,5	-	-	-	-1,5
-411,7	-	-	-	-	-411,7	-1,9	-	-1,9	-413,6
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-411,7	-	-	-	-	-413,2	-1,9	-	-1,9	-415,1
-2,1	-	17,9	-0,1	17,8	15,7	-	-	-	15,7
-0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3,3	-2,9	-	-	-	0,4	-	-	-	0,4
-	175,4	-	-	-	175,4	1,6	-	1,6	177,0
1,1	172,5	17,9	-0,1	17,8	191,5	1,6	-	1,6	193,1
-	-	3,0	-	3,0	3,0	-	-	-	3,0
-	-	3,0	-	3,0	3,0	-	-	-	3,0
1 267,3	172,5	44,8	-	44,8	2 544,3	24,3	-1,1	23,2	2 567,5
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	2,3	-	-	-	2,3
-	-	-	-	-	-	0,1	-	0,1	0,1
-4,7	-	-	-	-	-4,7	-23,6	-	-23,6	-28,3
-4,7	-	-	-	-	-2,4	-23,5	-	-23,5	-25,9
-4,7	-	18,9	0,1	19,0	14,3	-	-	-	14,3
-15,2	-	-	-	-	-15,2	-	-	-	-15,2
-	2,6	-	-	-	2,6	-	-	-	2,6
-	164,8	-	-	-	164,8	0,4	-	0,4	165,2
-19,9	167,4	18,9	0,1	19,0	166,5	0,4	-	0,4	166,9
-	-	-0,4	-	-0,4	-0,4	-	-	-	-0,4
-	-	-0,4	-	-0,4	-0,4	-	-	-	-0,4
1 242,7	339,9	63,3	0,1	63,4	2 708,0	1,2	-1,1	0,1	2 708,1
339,9	-339,9	-	-	-	-	-	-	-	-
1 582,6	-	63,3	0,1	63,4	2 708,0	1,2	-1,1	0,1	2 708,1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	1,7	-	-	-	1,7
-244,8	-	-	-	-	-244,8	-	-	-	-244,8
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-244,8	-	-	-	-	-243,1	-	-	-	-243,1
6,6	-	-3,0	-	-3,0	3,6	-	-	-	3,6
0,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	197,4	-	-	-	197,4	-	-	-	197,4
6,9	197,4	-3,0	-	-3,0	201,0	-	-	-	201,0
-	-	0,7	-	0,7	0,7	-	-	-	0,7
-	-	0,7	-	0,7	0,7	-	-	-	0,7
1 344,7	197,4	61,0	0,1	61,1	2 666,6	1,2	-1,1	0,1	2 666,7

Tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 ⁽²⁾	30/06/2014 ⁽²⁾
FLUX DE TRESORERIE NET DES ACTIVITES OPERATIONNELLES			
Résultat net (I)⁽²⁾	197,4	341,9	174,1
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	34,0	76,2	37,8
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-	-
Dotations nettes aux provisions et dépréciations (y compris provisions techniques d'assurance)	39,5	116,2	46,0
Quote-part de bénéfice (perte) du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	-13,7	-25,4	-13,0
Variations des impôts différés	-10,6	-8,8	-1,3
Résultat net de cessions sur actifs disponibles à la vente détenus à long terme et filiales consolidées	-0,7	-5,8	-
Variation des produits constatés d'avance	7,1	-7,4	4,0
Variation des charges constatées d'avance	-3,0	0,5	-4,5
Variation des produits courus non encaissés	23,0	-19,9	2,6
Variation des charges courues non décaissées ⁽²⁾	62,2	16,4	66,9
Autres mouvements	153,6	313,2	139,7
Eléments non monétaires inclus dans le résultat net après impôt et autres ajustements hors résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (II)⁽²⁾	291,4	455,2	278,2
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat⁽¹⁾	6,8	17,2	9,6
Opérations interbancaires	1 869,7	491,5	285,8
Opérations avec la clientèle	1 087,4	564,5	130,9
Opérations sur autres actifs / passifs financiers	-175,6	-1 580,1	-232,8
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers ⁽²⁾	-182,7	-155,0	-180,4
Augmentations / diminutions nettes des actifs / passifs opérationnels (III)⁽²⁾	2 605,6	-661,9	13,1
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES (A)=(I)+(II)+(III)	3 094,4	135,2	465,4
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	0,7	1,8	0,7
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-29,2	-47,4	-23,3
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)	-28,5	-45,6	-22,6
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Flux de trésorerie provenant / à destination des actionnaires	-244,8	-438,5	-410,3
Autres flux de trésorerie provenant des activités de financement	-	31,1	-3,9
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT (C)	-244,8	-407,4	-414,2
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D)	-	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A) + (B) + (C) + (D)	2 821,1	-317,8	28,6
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (hors créances rattachées)	369,8	737,0	737,0
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	192,2	142,8	142,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (hors créances rattachées)	3 252,7	369,8	658,2
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	130,4	192,2	250,2
VARIATION DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	2 821,1	-317,8	28,6

(1) Le résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat comprend les résultats réalisés et latents.

(2) Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2014, suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRIC 21 qui s'applique de façon rétrospective.

4. Notes annexes aux états financiers consolidés

Ces comptes consolidés ont été examinés par le Conseil d'administration en date du 29 juillet 2015.

Note 1	Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés	34	Note 10	Dettes représentées par un titre	46
Note 2	Périmètre de consolidation	38	Note 11	Dépréciations et provisions	46
Note 3	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	39	Note 12	Produits et charges d'intérêts	47
Note 4	Actifs financiers disponibles à la vente	42	Note 13	Produits et charges de commissions	48
Note 5	Prêts et créances sur les établissements de crédit	43	Note 14	Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	49
Note 6	Prêts et créances sur la clientèle	44	Note 15	Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	49
Note 7	Ecart d'acquisition	44	Note 16	Frais de personnel	50
Note 8	Dettes envers les établissements de crédit	45	Note 17	Coût du risque	51
Note 9	Dettes envers la clientèle	45	Note 18	Impôts sur les bénéfices	52

NOTE 1 Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe Crédit du Nord (« le Groupe ») au titre de la situation intermédiaire au 30 juin 2015, ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS (International Accounting Standards) 34 « Information financière intermédiaire ». Ainsi, les notes présentées en annexe des états financiers consolidés semestriels portent sur les événements et transactions importants pour comprendre l'évolution de la situation et de la performance financière du Groupe au cours du premier semestre 2015. Ces notes doivent être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2014 tels qu'ils figurent dans le Document de référence au titre de l'exercice 2014.

Par ailleurs, les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Recours à des estimations

Pour la préparation des comptes consolidés du Groupe, l'application des principes et méthodes comptables décrits ci-après conduit la Direction à formuler des hypothèses et à réaliser des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants comptabilisés au compte de résultat, sur l'évaluation des actifs et passifs au bilan et sur les informations présentées dans les notes annexes qui s'y rapportent.

Pour réaliser ces estimations et émettre ces hypothèses, la Direction utilise les informations disponibles à la date d'établissement des comptes consolidés et peut recourir à l'exercice de son jugement. Par nature, les évaluations fondées sur ces estimations comportent des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations et avoir alors une incidence significative sur les états financiers.

Le recours à ces estimations concerne notamment l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers ainsi que l'évaluation des dépréciations d'actifs, des provisions, des actifs d'impôts différés comptabilisés au bilan et des écarts d'acquisition.

Principes et méthodes comptables retenus

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014, établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et détaillés dans la note 1 « Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés » des états financiers consolidés de l'exercice 2014, complétés par les normes comptables ou interprétations suivantes appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2015.

Normes IFRS et interprétations IFRIC applicables à compter du 1^{er} janvier 2015

Normes ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'adoption par l'Union Européenne
IFRIC 21 « Taxes »	20 mai 2013	13 juin 2014
Améliorations annuelles (2011-2013) des IFRS - décembre 2013	12 décembre 2013	18 décembre 2014

IFRIC 21 « Taxes »

Cette interprétation de la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » précise les conditions de comptabilisation d'une dette relative à des taxes prélevées par une autorité publique. Une entité doit comptabiliser cette dette uniquement lorsque le fait générateur tel que prévu par la législation se produit. Si l'obligation de payer la taxe naît de la réalisation progressive de l'activité, celle-ci doit être comptabilisée au fur et à mesure sur la même période. Enfin, si l'obligation de payer est générée par l'atteinte d'un certain seuil, le passif lié à cette taxe ne sera enregistré que lorsque le seuil sera atteint.

La principale taxe qui a donné lieu à un retraitement des états financiers pour la première application de cette interprétation est la Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés (C3S), calculée sur l'assiette des revenus

de l'exercice précédent, et comptabilisée intégralement en résultat au 1^{er} janvier de l'exercice en cours.

L'application rétrospective de cette interprétation au 31 décembre 2014 a entraîné, par rapport aux états financiers publiés, une augmentation estimée de 3,3 millions d'euros des « Réserves consolidées du Groupe » et une diminution de -0,3 million d'euros du « Résultat net part du Groupe ». Par ailleurs, au 30 juin 2014, le « Résultat net part du Groupe » retraité a diminué de -2,9 millions d'euros.

Améliorations annuelles (2011-2013) des IFRS

Dans le cadre de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS, l'IASB a publié une série d'amendements à des normes déjà existantes. L'application de ces amendements n'a pas eu de conséquences sur les états financiers du Groupe.

Normes comptables ou interprétations que le Groupe appliquera dans le futur

L'IASB (International Accounting Standards Board) a publié des normes et interprétations qui n'ont pas toutes été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2015. Ces normes et interprétations entreront en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 au plus tôt ou de leur adoption par l'Union Européenne. Elles ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2015.

Normes comptables, interprétations ou amendements adoptés par l'Union Européenne

Normes ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union Européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendements à IAS 19 « Régime à prestations définies : cotisations des membres du personnel »	17 décembre 2014	1 ^{er} février 2015
Améliorations annuelles (2010-2012) des IFRS	17 décembre 2014	1 ^{er} février 2015

Amendements à IAS 19 « Régime à prestations définies : cotisations des membres du personnel »

Ces amendements concernent les cotisations des salariés aux régimes à prestations définies. Leur objectif est de simplifier la comptabilisation de ces cotisations lorsqu'elles sont indépendantes du nombre d'années travaillées par les salariés.

Améliorations annuelles (2010-2012) des IFRS

Dans le cadre de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS, l'IASB a publié une série d'amendements à des normes déjà existantes.

Normes comptables et interprétations non encore adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2015

Normes ou Interprétations	Date de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IFRS 9 « Instruments financiers »	12 novembre 2009, 28 octobre 2010, 16 décembre 2011, 19 novembre 2013 et 24 juillet 2014	1 ^{er} janvier 2018
Amendements à IFRS 11 « Acquisition d'une quote-part dans une activité conjointe »	6 mai 2014	1 ^{er} janvier 2016
Amendements à IAS 16 et à IAS 38 « Clarification sur les méthodes d'amortissement acceptables »	12 mai 2014	1 ^{er} janvier 2016
IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients »	28 mai 2014	1 ^{er} janvier 2018
Amendements à IFRS 10 et IAS 28 « Vente ou apports d'actifs réalisés entre le Groupe et les entités mises en équivalence »	11 septembre 2014	1 ^{er} janvier 2016
Améliorations annuelles (2012-2014) des IFRS	25 septembre 2014	1 ^{er} janvier 2016
Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 « Entités d'investissement : Application de l'exception à la consolidation »	18 décembre 2014	1 ^{er} janvier 2016
Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers »	18 décembre 2014	1 ^{er} janvier 2016

IFRS 9 « Instruments financiers »

La norme IFRS 9 constitue une refonte de la norme IAS 39. IFRS 9 définit les nouvelles règles de classement et d'évaluation des actifs et des passifs financiers, la nouvelle méthodologie de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers ainsi que le traitement des opérations de couverture, à l'exception des opérations de macro-couverture pour lesquelles un projet de norme séparée est en cours d'étude par l'IASB.

Classement et évaluation

Les actifs financiers seront classés en trois catégories (coût amorti, juste valeur par résultat et juste valeur par capitaux propres) en fonction des caractéristiques de leurs flux contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle d'activité ou « business model »).

Par défaut, les actifs financiers seront classés en juste valeur par résultat.

Les instruments de dettes (prêts, créances ou titres de dettes) pourront être enregistrés au coût amorti à condition d'être détenus en vue d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et que ces derniers représentent uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal. Les instruments de dettes pourront également être enregistrés en juste valeur par capitaux propres avec reclassement ultérieur en résultat à condition d'être gérés à la fois dans un objectif de collecte des flux de

trésorerie contractuels et de revente et que ces flux de trésorerie représentent uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal.

Les instruments de capitaux propres seront enregistrés à la juste valeur par résultat sauf en cas d'option irrévocable pour une évaluation à la juste valeur par capitaux propres (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction et classés comme tels en actifs financiers à la juste valeur par résultat) sans reclassement ultérieur en résultat.

Les dérivés incorporés ne seront plus comptabilisés séparément des contrats hôtes lorsque ces derniers seront des actifs financiers de sorte que l'ensemble de l'instrument hybride devra être enregistré en juste valeur par résultat.

Les règles de classement et d'évaluation des passifs financiers figurant dans la norme IAS 39 sont reprises sans modification dans la norme IFRS 9, à l'exception des passifs financiers que l'entité choisit d'évaluer en juste valeur par résultat (option juste valeur) pour lesquels les écarts de réévaluation liés aux variations du risque de crédit propre seront enregistrés parmi les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sans reclassement ultérieur en résultat.

Les dispositions de la norme IAS 39 relatives à la décomptabilisation des actifs et passifs financiers sont reprises sans modification dans la norme IFRS 9.

Risque de crédit

Les instruments de dette classés en actifs financiers au coût amorti ou en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les créances de location, ainsi que les engagements de financement et les garanties financières donnés devront faire systématiquement l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour perte de crédit attendue.

Cette perte de crédit attendue sera au moins égale aux pertes attendues à un an et sera ajustée pour atteindre les pertes attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier dès lors que le risque de crédit sur cet instrument aura augmenté significativement depuis sa comptabilisation initiale.

Comptabilité de couverture

Cette nouvelle norme a également pour objet de mieux aligner la comptabilité de couverture sur la gestion par l'entité de ses risques financiers et non financiers.

La norme étend notamment le champ des instruments financiers non dérivés pouvant être qualifiés d'instruments de couverture. De même, le périmètre des éléments pouvant être qualifiés d'éléments couverts est étendu à des composants d'instruments non financiers. La norme amende également les modalités d'appréciation de l'efficacité des couvertures. Par ailleurs, des informations supplémentaires sont requises dans les notes annexes pour décrire la stratégie de gestion et de couverture des risques ainsi que les effets de la comptabilité de couverture sur les états financiers.

Amendements à IFRS 11 « Acquisition d'intérêts dans une activité conjointe »

Ces amendements clarifient comment comptabiliser l'acquisition d'une participation dans une activité conjointe qui constitue une activité au sens d'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Il convient donc d'appliquer, à hauteur de la quote-part acquise les principes de la norme IFRS 3.

Amendements à IAS 16 et à IAS 38 « Clarification sur les méthodes d'amortissement acceptables »

L'IASB confirme que l'utilisation de la méthode fondée sur les revenus pour calculer la dépréciation d'un actif n'est pas appropriée. En effet, les revenus générés par une activité ayant recours à un actif intègrent des éléments autres que la consommation des bénéfices économiques intégrés à l'actif.

IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients »

Cette norme définit les principes de reconnaissance des revenus applicables à tous les contrats conclus avec des clients. Il convient alors de respecter 5 étapes : identification du contrat conclu avec le client, identification des obligations de performance incluses dans le contrat, détermination du prix de transaction du contrat, allocation du prix de transaction aux différentes obligations de performance et reconnaissance du revenu lorsqu'une obligation de performance est remplie.

Amendements à IFRS 10 et IAS 28 « Vente ou apports d'actifs réalisés entre le Groupe et les entités mises en équivalence »

Ces amendements visent à clarifier le montant de résultat (total ou partiel) qui doit être constaté dans les comptes consolidés lorsque le Groupe apporte une filiale ou des actifs à une société mise en équivalence.

Améliorations annuelles (2012-2014) des IFRS

Dans le cadre de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS, l'IASB a publié une série d'amendements à des normes déjà existantes.

Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 « Entités d'investissement : application de l'exception à la consolidation »

Ces amendements confirment que l'exemption de comptabilisation s'applique également aux filiales d'entité d'investissement qui sont elles-mêmes des sociétés mères. L'IASB précise également les cas dans lesquels une entité d'investissement doit consolider une filiale plutôt que de l'évaluer à la juste valeur par le compte de résultat.

Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers »

Par ces amendements, l'IASB encourage les entités à recourir à leur jugement professionnel quant au choix des informations à publier dans leurs états financiers. L'IASB précise le concept de la matérialité et la manière de l'appliquer pour éviter de publier des informations non matérielles pouvant nuire à la lisibilité des états financiers.

NOTE 2 Périmètre de consolidation

Evolution du périmètre sur le 1^{er} semestre 2015

Le périmètre de consolidation comprend 23 sociétés au 30 juin 2015 :

- 21 sociétés intégrées globalement ;
- 2 sociétés mises en équivalence, dont une société co-entreprises et une entité sous influence notable.

Sont retenues dans le périmètre de consolidation les filiales (entités contrôlées par le Groupe), les partenariats (activités conjointes ou co-entreprises sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint) et les entreprises associées (entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable) dont les états financiers présentent un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés du Groupe, notamment au regard du total bilan et du résultat brut d'exploitation.

Aucune modification n'a été apportée au périmètre de consolidation sur le 1^{er} semestre 2015.

Evénements à venir

Le Groupe a dénoncé, le 25 février 2015, le protocole d'accord liant Aviva France et Crédit du Nord dans Antarius, compagnie d'assurance dédiée aux réseaux du Crédit du Nord, actuellement détenue conjointement par Aviva France et Crédit du Nord. Cette dénonciation conduit à l'exercice d'une option d'achat de la participation de 50 % d'Aviva France dans Antarius. A l'issue d'un délai de deux ans prévu par les accords, qui permettra d'assurer le transfert de la gestion opérationnelle de la compagnie vers Sogécap, Antarius sera détenue à 100 % par le Groupe Société Générale, conjointement par Sogécap et Crédit du Nord.

NOTE 3 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat**Actifs financiers à la juste valeur par résultat**

	30/06/2015				31/12/2014			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
ACTIF								
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION								
Obligations et autres instruments de dettes	2,4	-	-	2,4	1,8	-	-	1,8
Actions et autres instruments de capitaux propres	13,5	-	-	13,5	20,8	-	-	20,8
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL PORTEFEUILLE DE TRANSACTION	15,9	-	-	15,9	22,6	-	-	22,6
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT								
Obligations et autres instruments de dettes	-	-	1,9	1,9	-	-	1,9	1,9
Actions et autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT	-	-	1,9	1,9	-	-	1,9	1,9
SOUS-TOTAL ACTIFS DISTINCTS RELATIFS AUX AVANTAGES AU PERSONNEL								
	-	-	-	-	-	-	-	-
DERIVES DE TRANSACTION								
Instruments de taux d'intérêt	-	52,9	-	52,9	-	63,1	-	63,1
Instruments fermes	-	47,2	-	47,2	-	58,9	-	58,9
<i>Swaps</i>	-	47,2	-	47,2	-	58,9	-	58,9
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	5,7	-	5,7	-	4,2	-	4,2
<i>Options sur marchés organisés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Options de gré à gré</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Caps, floors, collars</i>	-	5,7	-	5,7	-	4,2	-	4,2
Instruments de change	-	121,4	-	121,4	-	83,7	-	83,7
Instruments fermes	-	115,7	-	115,7	-	77,7	-	77,7
Instruments conditionnels	-	5,7	-	5,7	-	6,0	-	6,0
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur matières premières	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments fermes-Futures	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL DERIVES DE TRANSACTION	-	174,3	-	174,3	-	146,8	-	146,8
TOTAL ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	15,9	174,3	1,9	192,1	22,6	146,8	1,9	171,3

Mouvements sur les actifs financiers à la juste valeur par résultat dont la valorisation est basée sur des paramètres non observables (niveau 3)

	Portefeuille de transaction			Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat			Instruments dérivés de transaction					Total instruments financiers à la juste valeur par résultat	
	Obligations et autres instruments de dettes	Actions et autres instruments de capitaux propres	Autres actifs financiers	Obligations et autres instruments de dettes	Actions et autres instruments de capitaux propres	Autres actifs financiers	Instruments dérivés de taux d'intérêt	Instruments dérivés de change	Instruments dérivés sur actions et indices	Instruments dérivés sur matières premières	Dérivés de crédit		Autres instruments financiers à terme
<i>(en millions d'euros)</i>													
Solde au 1^{er} janvier 2015	-	-	-	1,9	-	-	-	-	-	-	-	-	1,9
Acquisitions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cessions / Remboursements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transfert vers Niveau 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transfert vers Niveau 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transfert depuis Niveau 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transfert depuis Niveau 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes de la période ⁽¹⁾	-	-	-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1
Différences de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SOLDE AU 30 JUIN 2015	-	-	-	2,0	-	-	-	-	-	-	-	-	2,0

(1) Les gains et pertes de la période sont inscrits dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » du compte de résultat.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2015				31/12/2014			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
PASSIF								
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION								
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes sur titres empruntés	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	-	-	-	-	0,1	-	-	0,1
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL PORTEFEUILLE DE TRANSACTION	-	-	-	-	0,1	-	-	0,1
DERIVES DE TRANSACTION								
Instruments de taux d'intérêt	-	54,8	-	54,8	-	62,0	-	62,0
Instruments fermes	-	51,9	-	51,9	-	59,4	-	59,4
<i>Swaps</i>	-	51,9	-	51,9	-	59,4	-	59,4
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	2,9	-	2,9	-	2,6	-	2,6
<i>Options sur marchés organisés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Options de gré à gré</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Caps, floors, collars</i>	-	2,9	-	2,9	-	2,6	-	2,6
Instruments de change	-	89,8	-	89,8	-	66,2	-	66,2
Instruments fermes	-	83,8	-	83,8	-	59,6	-	59,6
Instruments conditionnels	-	6,0	-	6,0	-	6,6	-	6,6
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL DERIVES DE TRANSACTION	-	144,6	-	144,6	-	128,2	-	128,2
SOUS-TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT ⁽¹⁾	-	2 852,6	-	2 852,6	-	2 856,1	-	2 856,1
TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT ⁽²⁾	-	2 997,2	-	2 997,2	0,1	2 984,3	-	2 984,4

(1) La variation de juste valeur attribuable au risque de crédit propre a généré un produit de 6,4 millions d'euros au 30 juin 2015. Les écarts de réévaluation liés au risque de crédit émetteur du Groupe sont évalués à l'aide de modèles tenant compte des conditions les plus récentes de refinancement effectif du Groupe Crédit du Nord sur les marchés et de la maturité résiduelle des passifs concernés.

(2) Dont titres donnés en pension livrée pour 291,5 millions d'euros au 30 juin 2015 contre 39,4 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Montant remboursable à maturité des passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

	30/06/2015			31/12/2014		
	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité
<i>(en millions d'euros)</i>						
TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT	2 852,6	38,2	2 814,4	2 856,1	46,8	2 809,3

NOTE 4 Actifs financiers disponibles à la vente

	30/06/2015				31/12/2014			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement à l'aide de données non observables de marché (N3)	Valorisation utilisant des données non observables de marché (N3)	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement à l'aide de données non observables de marché (N3)	Valorisation utilisant des données non observables de marché (N3)
<i>(en millions d'euros)</i>				Total				Total
ACTIVITE COURANTE								
Effets publics et valeurs assimilées	3 940,2	-	-	3 940,2	5 255,5	-	-	5 255,5
<i>Dont créances rattachées</i>	-	-	-	32,3	-	-	-	30,7
<i>Dont dépréciations</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes		2 956,2	-	2 956,2	-	3 475,0	-	3 475,0
<i>Dont créances rattachées</i>	-	-	-	12,3	-	-	-	14,6
<i>Dont dépréciations</i>	-	-	-	-0,4	-	-	-	-0,4
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	502,3	-	5,0	507,3	507,8	-	5,6	513,4
<i>Dont créances rattachées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Dont pertes de valeur</i>	-	-	-	-0,4	-	-	-	-0,4
SOUS-TOTAL ACTIVITE COURANTE	4 442,5	2 956,2	5,0	7 403,7	5 763,3	3 475,0	5,6	9 243,9
Titres actions détenus à long terme	-	-	228,6	228,6	1,2	-	227,3	228,5
<i>Dont créances rattachées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Dont pertes de valeur</i>	-	-	-	-3,7	-	-	-	-3,2
SOUS-TOTAL	-	-	228,6	228,6	1,2	-	227,3	228,5
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	4 442,5	2 956,2	233,6	7 632,3	5 764,5	3 475,0	232,9	9 472,4
<i>Dont titres prêtés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Y compris les OPCVM.

Mouvements sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2015
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2015	9 472,4
Acquisitions	1 125,6
Cessions / remboursements	-2 883,3
Reclassements et variations de périmètre	-
Gains et pertes sur variations de juste valeur comptabilisés en capitaux propres	-80,4
Variation des dépréciations sur titres à revenu fixe comptabilisée en résultat	-0,6
Pertes de valeur sur titres à revenu variable comptabilisées en résultat	-
Variation des créances rattachées	-0,7
Différences de change	-0,7
SOLDE DE CLOTURE AU 30 JUIN 2015	7 632,3

Variation du stock d'actifs disponibles à la vente dont la valorisation est basée sur des paramètres non observables (Niveau 3)

(en millions d'euros)	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres instruments de dettes	Actions et autres instruments de capitaux propres	Titres et actions détenus à long terme	Total
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2015	-	-	5,6	227,3	232,9
Acquisitions	-	-	-	0,9	0,9
Cessions / remboursements	-	-	-	-2,0	-2,0
Transferts vers Niveau 2	-	-	-	-	-
Transferts vers Niveau 1	-	-	-	-	-
Transferts depuis Niveau 1	-	-	-	-	-
Gains et pertes de la période comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	2,6	2,6
Variation des dépréciations sur titres à revenu fixe comptabilisée en résultat	-	-	-	-	-
Pertes de valeur sur titres à revenu variable comptabilisée en résultat	-	-	-	-0,8	-0,8
Variation des créances rattachées	-	-	-	-	-
Différences de change	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres	-	-	-0,6	0,6	-
SOLDE DE CLOTURE AU 30 JUIN 2015	-	-	5,0	228,6	233,6

NOTE 5 Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014
Comptes à vue	577,6	818,7
Comptes et prêts au jour le jour et autres	66,0	934,0
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
Créances rattachées	0,2	0,1
TOTAL DES CREANCES A VUE ET AU JOUR LE JOUR	643,8	1 752,8
Comptes et prêts à terme	3 607,5	3 675,3
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Titres reçus en pension livrée à terme	-	-
Prêts subordonnés et titres participatifs	99,3	99,3
Créances rattachées	14,2	21,9
TOTAL DES CREANCES A TERME	3 721,0	3 796,5
TOTAL BRUT	4 364,8	5 549,3
DEPRECIATION	-	-
TOTAL NET	4 364,8	5 549,3
Juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit	4 364,8	5 549,1

Il faut noter par ailleurs que, sur le total au 30 juin 2015 des créances sur les établissements de crédit, 2 172,0 millions d'euros correspondent à des opérations avec le Groupe Société Générale (3 132,0 millions d'euros au 31 décembre 2014).

NOTE 6 Prêts et créances sur la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014
Créances commerciales	502,7	522,7
Autres concours à la clientèle	32 966,8	32 221,3
Crédits de trésorerie	1 889,9	1 923,1
Crédits à l'exportation	36,4	34,1
Crédits à l'équipement	6 475,9	6 351,7
Crédits à l'habitat	19 779,5	19 326,8
Autres crédits	4 785,1	4 585,6
Comptes ordinaires débiteurs	2 397,2	2 091,7
Créances rattachées	73,1	75,1
TOTAL BRUT ⁽¹⁾	35 939,8	34 910,8
Dépréciation sur créances individualisées	-1 295,4	-1 272,5
Dépréciation sur groupe d'actifs homogènes	-107,2	-113,7
DEPRECIATION	-1 402,6	-1 386,2
TOTAL NET	34 537,2	33 524,6
Titres reçus en pension livrée (y compris créances rattachées)	-	-
TOTAL DES PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	34 537,2	33 524,6
Juste valeur des prêts et créances sur la clientèle	35 724,0	34 546,2

(1) Au 30 juin 2015, le montant des créances individuelles présentant un risque avéré s'élève à 2 509,0 millions d'euros contre 2 452,0 millions d'euros au 31 décembre 2014.

NOTE 7 Ecarts d'acquisition

(en millions d'euros)	
Valeur brute au 31/12/2014	508,0
Acquisitions et autres augmentations	-
Cessions et autres diminutions	-
VALEUR BRUTE AU 30/06/2015	508,0
Dépréciations au 31/12/2014	-
Pertes de valeur	-
DEPRECIATIONS AU 30/06/2015	-
Valeur nette au 31/12/2014	508,0
VALEUR NETTE AU 30/06/2015	508,0

Ecarts d'acquisition nets au 30 juin 2015

(en millions d'euros)	
Banque Courtois	10,2
Banque Laydernier	12,8
Banque Kolb	22,3
Banque Tarneaud	3,3
Société Marseillaise de Crédit	454,2
Agences Fortis	5,2
VALEUR NETTE AU 30/06/2015	508,0

NOTE 8 Dettes envers les établissements de crédit

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014
Dépôts et comptes ordinaires	340,6	439,5
Comptes et emprunts au jour le jour et autres	248,1	70,7
TOTAL DES DETTES A VUE	588,7	510,2
Emprunts et comptes à terme	2 873,3	2 181,5
Valeurs données en pension à terme	-	-
TOTAL DES DETTES A TERME	2 873,3	2 181,5
Dettes rattachées	6,2	6,5
Réévaluation des éléments couverts	38,7	51,0
Titres donnés en pension	-	-
TOTAL	3 506,9	2 749,2
Juste valeur des dettes envers les établissements de crédit	3 507,0	2 749,2

Il faut noter par ailleurs qu'au 30 juin 2015 sur le total des dettes envers les établissements de crédit, 1 278,0 millions d'euros représentent des opérations avec le Groupe Société Générale contre 976,4 millions d'euros au 31 décembre 2014.

NOTE 9 Dettes envers la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014
Comptes d'épargne à régime spécial à vue	9 623,4	9 227,9
Comptes d'épargne à régime spécial à terme	2 398,0	2 206,8
Autres dépôts clientèle à vue	17 731,7	16 622,7
<i>Sociétés et entrepreneurs individuels</i>	10 277,9	9 743,0
<i>Particuliers</i>	6 474,2	5 986,1
<i>Clientèle financière</i>	16,2	12,1
<i>Autres</i>	963,4 ⁽¹⁾	881,5
Autres dépôts clientèle à terme	3 650,4	3 404,7
<i>Sociétés et entrepreneurs individuels</i>	3 429,4	3 158,3
<i>Particuliers</i>	72,2	93,5
<i>Clientèle financière</i>	-	-
<i>Autres</i>	148,8 ⁽¹⁾	152,9
Valeurs données en pension livrée à terme	-	-
Titres donnés en pension à la clientèle	283,0	36,8
Dettes rattachées	114,1	62,1
Dépôts de garantie	1,8	1,7
TOTAL	33 802,4	31 562,7
Juste valeur des dettes envers la clientèle	33 852,2	31 582,2

(1) Ces postes incluent les dépôts relatifs aux gouvernements et administrations centrales.

NOTE 10 Dettes représentées par un titre

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014
Bons de caisse et bons d'épargne	3,7	7,6
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	7 665,5	8 371,7
Emprunts obligataires	868,8	2 038,4
Dettes rattachées	21,5	34,6
SOUS-TOTAL	8 559,5	10 452,3
Réévaluation des éléments couverts	-	-
TOTAL	8 559,5	10 452,3
Dont montant des dettes à taux variable	7 484,2	9 031,5
Juste valeur des dettes représentées par un titre	8 590,7	10 498,7

NOTE 11 Dépréciations et provisions**Dépréciations d'actifs**

(en millions d'euros)	Notes	Stock au 31/12/2014	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Autres	Stock au 30/06/2015
Etablissements de crédit	5	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à la clientèle	6	1 272,5	202,5	-138,0	64,5	-41,8	0,2	1 295,4
Créances de location financement et assimilées		81,2	38,0	-37,5	0,5	-2,0	-	79,7
Groupes d'actifs homogènes	6	115,7	1,8	-8,8	-7,0	-	-	108,7
Actifs disponibles à la vente	4	4,0	0,8	-	0,8	-	-0,3	4,5
Autres		3,0	0,4	-0,7	-0,3	-0,2	0,1	2,6
TOTAL DES DEPRECIATIONS		1 476,4	243,5	-185,0	58,5	-44,0	-	1 490,9

Provisions

(en millions d'euros)	Stock au 31/12/2014	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Ecart actuariels	Autres	Stock au 30/06/2015
Provisions sur engagements hors-bilan avec les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions sur engagements hors-bilan avec la clientèle	20,4	8,1	-4,4	3,7	-	-	-0,2	23,9
Provisions sur avantages au personnel	123,3	6,7	-3,5	3,2	-	-10,0	0,2	116,7
Provisions fiscales	12,5	-	-	-	-	-	-	12,5
Autres provisions ⁽¹⁾	45,0	20,6	-1,6	19,0	-0,2	-	-	63,8
TOTAL DES PROVISIONS	201,2	35,4	-9,5	25,9	-0,2	-10,0	-	216,9

(1) Dont :

- dotations nettes relatives au coût du risque pour 0,2 million d'euros, comprenant essentiellement des dotations aux provisions pour litiges ;
- dotations nettes relatives aux provisions PEL/CEL pour 18,5 millions d'euros au 30 juin 2015.

NOTE 12 Produits et charges d'intérêts

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2015	2014	1 ^{er} semestre 2014
Opérations avec les établissements de crédit	7,3	21,5	11,0
Opérations avec la clientèle	596,7	1 230,2	619,7
Opérations sur instruments financiers	219,0	344,0	202,2
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	28,8	69,7	33,0
<i>Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance</i>	-	-	0,1
<i>Prêts de titres</i>	-	-	-
<i>Dérivés de couverture</i>	190,2	274,3	169,1
Opérations de location-financement	35,7	78,5	39,7
<i>Location-financement immobilier</i>	9,9	20,9	10,3
<i>Location-financement mobilier</i>	25,8	57,6	29,4
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	-
TOTAL PRODUITS D'INTERETS	858,7	1 674,2	872,6
Opérations avec les établissements de crédit	-8,7	-15,6	-7,7
Opérations avec la clientèle	-112,0	-217,8	-107,3
Opérations sur instruments financiers	-174,6	-296,4	-189,4
<i>Dettes représentées par des titres</i>	-39,5	-99,3	-52,5
<i>Dettes subordonnées et convertibles</i>	-8,6	-19,1	-9,7
<i>Emprunts de titres</i>	-	-	-
<i>Dérivés de couverture</i>	-126,5	-178,0	-127,2
Autres intérêts et charges assimilées	-	-	-
TOTAL CHARGES D'INTERETS ⁽¹⁾	-295,3	-529,8	-304,4
TOTAL INTERETS ET RESULTATS ASSIMILES	563,4	1 144,4	568,2
<i>Dont produits d'intérêts relatifs à des actifs financiers dépréciés</i>	15,8	29,6	14,5

(1) Ces charges intègrent le coût de refinancement des instruments financiers à la juste valeur par résultat, dont les résultats sont classés en gains ou pertes nets sur ces instruments (cf. note 14). Dans la mesure où les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement.

NOTE 13 Produits et charges de commissions

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2015	2014	1 ^{er} semestre 2014
PRODUITS DE COMMISSIONS			
Opérations avec les établissements de crédit	2,1	3,9	1,8
Opérations avec la clientèle	145,5	281,6	140,4
Opérations sur titres	6,9	10,9	5,9
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	1,1	2,1	1,0
Engagements de financement et de garantie	13,1	28,9	14,1
Prestations de services	274,3	540,2	269,1
Autres	-	-	-
TOTAL DES PRODUITS	443,0	867,6	432,3
CHARGES DE COMMISSIONS			
Opérations avec les établissements de crédit	-0,3	-0,4	-0,3
Opérations sur titres	-2,1	-3,6	-2,4
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	-0,2	-0,3	-0,1
Engagements de financement et de garantie	-0,3	-1,7	-0,5
Autres	-35,9	-77,3	-36,5
TOTAL DES CHARGES	-38,8	-83,3	-39,8

NOTE 14 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2015	2014	1 ^{er} semestre 2014
Résultat net sur actifs financiers non dérivés de transaction	0,3	0,6	0,3
Résultat net sur actifs financiers à la juste valeur sur option	0,1	-0,1	-0,2
Résultat net sur passifs financiers non dérivés de transaction	-	-	-
Résultat net sur passifs financiers à la juste valeur sur option	-9,7	-67,0	-33,3
Résultat sur instruments financiers dérivés de transaction	4,9 ⁽²⁾	21,4	10,3
Résultat net sur instruments de couverture en juste valeur	-288,8 ⁽²⁾	693,3	271,1
Réévaluation des éléments couverts attribuable aux risques couverts	271,9	-685,9	-266,2
Part inefficace de la couverture de flux de trésorerie	-	-	-
Résultat net sur opérations de change	14,5	20,5	8,4
TOTAL ⁽¹⁾	-6,8	-17,2	-9,6

(1) Dans la mesure où les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement. Il convient de noter que les résultats ci-dessus n'intègrent pas le coût de refinancement de ces instruments financiers, qui est présenté parmi les charges et produits d'intérêts.

(2) Les effets du risque de contrepartie dans la juste valeur des actifs financiers dérivés (Credit Value Adjustment - CVA) et du risque de crédit propre dans la valorisation des passifs financiers dérivés (Debit Value Adjustment - DVA) s'élèvent respectivement à :

- -3,7 millions d'euros et -11,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2015 ;
- -0,4 million d'euros et 7,3 millions d'euros en 2014.

L'effet CVA au titre du Groupe Société Générale s'élève à -3,9 millions d'euros et l'effet DVA à -11,8 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2015.

NOTE 15 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2015	2014	1 ^{er} semestre 2014
ACTIVITE COURANTE			
Plus-value de cession	20,9	2,6	2,0
Moins-value de cession	-	-0,1	-
Perte de valeur des titres à revenu variable	-	-	-
SOUS-TOTAL	20,9	2,5	2,0
TITRES A REVENU VARIABLE DETENUS A LONG TERME			
Plus-value de cession	1,4	2,4	1,4
Moins-value de cession	-	-	-
Perte de valeur des titres à revenu variable	-0,8	-0,3	-
SOUS-TOTAL	0,6	2,1	1,4
TOTAL	21,5	4,6	3,4

NOTE 16 Frais de personnel

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2015	2014	1 ^{er} semestre 2014
Rémunérations du personnel	-207,2	-420,6	-211,2
Charges sociales et fiscales	-84,5	-165,4	-85,3
Charges de retraite nettes - régimes à cotisations définies	-32,1	-64,7	-32,9
Charges de retraite nettes - régimes à prestations définies	-1,4	-2,0	-0,2
Participation, intéressement et abondement	-31,5	-59,8	-28,4
TOTAL	-356,7	-712,5	-358,0
<i>Dont charges nettes au titres des plans d'avantages en actions</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,9</i>

Plan d'attribution gratuite d'actions

Le nouveau plan offert aux salariés du Groupe au cours de la période se terminant le 30 juin 2015 est brièvement décrit ci-dessous :

Emetteur : Société Générale	2015
Type de plan	Attribution gratuite d'actions
Autorisation des actionnaires	20/05/2014
Décision du Conseil d'Administration	12/03/2015
Nombre d'actions attribuées	97 032
Modalités de règlement	Actions Société Générale
Période d'acquisition des droits	12/03/2015 - 31/03/2017
Conditions de performance ⁽¹⁾	oui
Conditions en cas de départ du Groupe	perte
Conditions en cas de licenciement	perte
Conditions en cas de départ à la retraite	maintien
Cas de décès	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (en euros)	42,18
Actions perdues au 30 juin 2015	-
Actions restantes au 30 juin 2015	97 032
Nombre d'actions réservées au 30 juin 2015	97 032
Cours des actions réservées (en euros)	17,12
Valeur des actions réservées (en millions d'euros)	21,06
Première date de cession	01/04/2019
Période d'interdiction de cession	2 ans
Juste valeur (% du cours du titre à l'attribution)	86%
Méthode de valorisation utilisée	Arbitrage

(1) Les conditions sont basées sur l'indicateur de performance suivant : le résultat net part du Groupe (RNPG) du Groupe Société Générale.

NOTE 17 Coût du risque

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2015	2014	1 ^{er} semestre 2014
RISQUE DE CONTREPARTIE			
Dotations nettes pour dépréciation	-61,5	-164,6	-95,0
Pertes non couvertes par des provisions	-22,7	-22,8	-10,2
Récupérations sur créances amorties	1,8	7,3	5,1
AUTRES RISQUES			
Dotations nettes aux autres provisions sur éléments de passifs éventuels	-0,2	-1,7	-1,6
Pertes non couvertes par des provisions	-0,7	-1,4	-0,8
TOTAL	-83,3	-183,2	-102,5

NOTE 18 Impôts sur les bénéfices

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2015	2014 ⁽²⁾	1 ^{er} semestre 2014 ⁽²⁾
Charge fiscale courante	-121,8	-201,8	-91,3
Charge fiscale différée ⁽²⁾	10,6	9,0	2,7
TOTAL DE LA CHARGE D'IMPOT ⁽¹⁾	-111,2	-192,8	-88,6

(1) La réconciliation entre le taux d'impôt normatif du Groupe et le taux d'impôt effectif s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2015	2014 ⁽²⁾	1 ^{er} semestre 2014 ⁽²⁾
Résultat avant impôts et hors résultats des sociétés mises en équivalence ⁽²⁾	294,9	509,4	249,7
Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises (incluant la contribution de 3,3 %)	34,43 %	34,43 %	34,43 %
Différences permanentes ⁽²⁾	3,45 %	3,54 %	1,14 %
Différentiel sur titres exonérés ou imposés à taux réduit ⁽²⁾	-0,13 %	-0,02 %	-
Différentiel de taux d'imposition sur les profits taxés à l'étranger ⁽²⁾	-0,03 %	-0,10 %	-0,14 %
Effet de perte de l'exercice non déductibles et de l'utilisation des reports déficitaires ⁽²⁾	-	-	-
Taux effectif Groupe ⁽²⁾	37,72 %	37,85 %	35,43 %

(2) Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2014, suite à l'entrée en vigueur d'IFRIC 21 qui s'applique de façon rétrospective :

- le montant de la charge fiscale différée s'élève à 9,0 millions d'euros contre 8,8 millions d'euros en 2014 et 2,7 millions d'euros contre 1,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 ;
- le montant du résultat avant impôt s'élève à 509,4 millions d'euros contre 509,8 millions d'euros en 2014 et 249,7 millions d'euros contre 254,0 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014.

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,33 %. S'y ajoutent une contribution sociale de 3,3 % (après application d'un abattement de 0,76 million d'euros) instaurée en 2000 ainsi qu'une contribution exceptionnelle de 10,7 % instaurée pour les exercices 2013 et 2014, (contre 5% pour les exercices 2011 et 2012), pour les sociétés bénéficiaires réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions d'euros. La Loi de Finances Rectificative du 8 août 2014 proroge cette contribution exceptionnelle pour l'exercice 2015.

Les plus-values à long terme sur titres de participation sont exonérées sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges de 12 % du montant de la plus-value brute depuis la Loi de Finances 2013.

En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 % sont exonérés sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges de 5 %.

Le taux d'imposition retenu pour calculer les stocks d'impôts différés des sociétés françaises s'élève à 34,43 % pour les résultats imposés au taux de droit commun. Pour les résultats imposés au taux réduit, le taux retenu est de 4,13 % compte tenu de la nature des opérations concernées.

5. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés du Crédit du Nord, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 « Principes comptables - Principes et méthodes comptables retenus » qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'interprétation IFRIC 21 « Taxes ».

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 28 août 2015

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
José-Luis GARCIA

ERNST & YOUNG et Autres
Vincent ROTY

6

Ratio de solvabilité Informations au titre du Pilier 3

Le ratio de solvabilité Bâle 3 s'établit à 11,9 % au 30 juin 2015 (avec un ratio Core Tier 1 Bâle 3 de 9,1 %).

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à fin juin 2015 à 2 666,8 millions d'euros (à comparer à 2 708,0 millions d'euros au 31 décembre 2014). Après prise en compte des déductions prudentielles, les fonds propres prudentiels Core Tier 1 Bâle 3 s'élèvent à 1 502,8 millions d'euros et les encours pondérés Bâle 3 à 16 459,8 millions d'euros.

Par nature de risques, les encours pondérés s'analysent comme suit :

- les risques de crédit (15 497,6 millions d'euros) représentent 94,2 % des encours pondérés au 30 juin 2015 ;
- les risques de marché (118,3 millions d'euros) représentent 0,7 % des encours pondérés au 30 juin 2015 ;
- les risques opérationnels (843,9 millions d'euros) représentent 5,1 % des encours pondérés au 30 juin 2015.

Fonds propres prudentiels, encours pondérés et ratios de solvabilité

(en millions d'euros)	30/06/2015 Bâle 3	31/12/2014 Bâle 3
Capitaux propres consolidés, part du Groupe (normes IFRS)	2 666,8	2 708,0
Participations ne donnant pas le contrôle, après estimation des dividendes prévisionnels	-	-
Immobilisations incorporelles	-159,1	-158,5
Ecart d'acquisition	-508,0	-508,0
Dividendes théoriques	-197,4	-244,8
Autres ajustements réglementaires	-299,5	-304,9
TOTAL DES FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1	1 502,8	1 491,8
Déductions Bâle 3	-	-
Fonds propres additionnels de catégorie 1	-	-
TOTAL DES FONDS PROPRES TIER 1	1 502,8	1 491,8
Fonds propres de catégorie 2	461,2	483,2
TOTAL DES FONDS PROPRES TIER 2	461,2	483,2
TOTAL DES FONDS PROPRES REGLEMENTAIRES (TIER 1 + TIER 2)	1 964,0	1 975,0
Encours pondérés au titre du risque de crédit	15 497,6	15 366,4
Encours pondérés au titre du risque de marché	118,3	115,9
Encours pondérés au titre du risque opérationnel	843,9	851,6
TOTAL DES ENCOURS PONDERES	16 459,8	16 333,9
RATIOS DE SOLVABILITE		
RATIO CORE TIER 1	9,1 %	9,1 %
RATIO TIER 1	9,1 %	9,1 %
RATIO GLOBAL DE SOLVABILITE	11,9 %	12,1 %

7

Tables de concordance

1. Table de concordance de l'actualisation

Rubriques	N° de page du Document de référence	N° de page de l'actualisation
1. Personnes responsables	247	4
2. Contrôleurs légaux des comptes	247	5
3. Informations financières sélectionnées		
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur, pour chaque exercice	6-7	
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	NA*	11-12
4. Facteurs de risque	28 à 35 ; 82 à 93 ; 215-216	
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1. Histoire et évolution de la Société	212	9
5.2. Investissements	25 ; 106-107	
6. Aperçu des activités		
6.1. Principales activités	15 à 19	15 à 19
6.2. Principaux marchés	101	44
6.3. Événements exceptionnels	NA*	
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers, ou de nouveaux procédés de fabrication	215	
6.5. Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	NA*	
7. Organigramme		
7.1. Description sommaire du Groupe	10	9
7.2. Liste des filiales importantes	10 ; 77-78 ; 184-185	9

Rubriques	N° de page du Document de référence	N° de page de l'actualisation
8. Propriétés immobilières, usines, équipements		
8.1. Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	106-107	
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	217 à 246	
9. Examen de la situation financière et du résultat		
9.1. Situation financière	20 à 24	20 à 24
9.2. Résultat d'exploitation	20 à 24	20 à 24
10. Trésorerie et capitaux		
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	42 à 47	26 à 31
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	48	32
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	100 ; 109 ; 111 ; 118	43 ; 44 ; 45
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	NA*	
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2 et 8.1	NA*	
11. Recherche et développement, brevets et licences	NA*	
12. Informations sur les tendances	25	25
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	NA*	
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction Générale		
14.1. Conseil d'Administration et Direction Générale	4	4
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction Générale	187 à 191	
15. Rémunérations et avantages		
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	192 à 201	
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	133-134	
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
16.1. Date d'expiration des mandats actuels	4 ; 187 à 189	6
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	NA*	
16.3. Informations sur le comité d'audit et le comité de rémunération de l'émetteur	4 ; 27-28 ; 192 à 194 ; 197	8
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	28	

Rubriques	N° de page du Document de référence	N° de page de l'actualisation
17. Salariés		
17.1. Nombre de salariés	21 ; 126 ; 177 ; 218	21
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	195 à 200	
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	214	
18. Principaux actionnaires		
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	214	
18.2. Droits de vote différents des actionnaires sus visés	214	
18.3. Contrôle de l'émetteur	214	
18.4. Accord connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA*	
19. Opérations avec des apparentés	133-134 ; 164 ; 204 à 206	
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1. Informations financières historiques	42 à 138 ; 147 à 186	
20.2. Informations financières pro forma	NA*	
20.3. Etats financiers	42 à 138 ; 147 à 186	
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	139-140 ; 202-203	
20.5. Date des dernières informations financières	42 ; 147	26
20.6. Informations financières intermédiaires	NA*	26 à 52
20.7. Politique de distribution des dividendes	214	30-31
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	215	
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	NA*	
21. Informations complémentaires		
21.1. Capital social	212 ; 214	
21.2. Acte constitutif et statuts	212-213	
22. Contrats importants	NA*	
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	NA*	
24. Documents accessibles au public	213	
25. Informations sur les participations	11 ; 74-75 ; 184-185	9

2. Table de concordance du rapport financier semestriel

En application de l'article 212-13 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L. 451-1-2 du Code Monétaire et Financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers :

Rapport financier semestriel	N° de page
Etats financiers au 30 juin 2015	26 à 52
Rapport semestriel d'activité	11 à 25
- Evènements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels	-
- Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice	-
- Principales transactions intervenues entre parties liées	-
Attestation du Responsable du document	4
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière du 1^{er} semestre de l'exercice 2015	53

Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 14 avril 2015 sous le n° D.15-0345



La présente actualisation du Document de Référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 28 août 2015 sous le numéro D.15-0345-A01. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'information visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire.

Banque
Courtois 

Banque
Kolb 

Banque
Laydernier 

Banque
Nuger 

Banque
Rhône-Alpes 

Banque
Tarneaud 

Société
Marseillaise de Crédit 

Crédit
du Nord 